

COMISIÓN DE LAS COMUNIDADES EUROPEAS

COM(89) 436 final - SYN 220
SYN 221
SYN 222

Bruselas, 6 de diciembre de 1989

Propuesta de COM(89) 436 final - SYN 220

DECISION DEL CONSEJO

referente a la celebración del Acuerdo entre la Confederación Suiza
y la Comunidad Económica Europea relativo al seguro
directo distinto del seguro de vida

Propuesta de COM(89) 436 final - SYN 221

DIRECTIVA DEL CONSEJO

relativa a la aplicación del Acuerdo entre la Confederación Suiza
y la Comunidad Económica Europea relativo
al seguro directo distinto del seguro de vida

Propuesta de COM(89) 436 final - SYN 222

REGLAMENTO (CEE) DEL CONSEJO

por el que se establecen disposiciones particulares para
la aplicación de los artículos 36 y 37 bis del Acuerdo entre
la Comunidad Económica Europea y la
Confederación Suiza relativas al seguro directo distinto
del seguro de vida

(presentadas por la Comisión)

EXPOSE DES MOTIFS

1. INTRODUCTION

Le titre III de la première directive assurance dommages⁽¹⁾ prévoit des conditions minimales qui doivent être remplies lorsqu'une entreprise d'assurance ayant son siège social dans un pays tiers demande à ouvrir une agence ou une succursale dans la Communauté. Les Etats-membres restent libres d'imposer des exigences supplémentaires.

L'article 29 de la directive donne cependant à la Communauté la possibilité de négocier des accords avec des pays tiers envisageant un traitement différent basé sur la réciprocité et à condition que les assurés communautaires bénéficient d'une protection adéquate.

2. PREMIERE PHASE DES NEGOCIATIONS (1976-1982)

Immédiatement après l'adoption de la directive visée ci-dessus, la Suisse à proposé l'ouverture de négociations conformément à son article 29.

Le 23 juillet 1974, le Conseil a donné à la Commission les directives de négociation nécessaires.

Les négociations entre la Commission et les autorités suisses ont été menées à une série de réunions tenues entre 1976 et 1980.

Le 25 juin 1982 la Commission a paraphé le texte d'un projet d'accord.⁽²⁾

Le 2 mars 1983 la Commission a transmis au Conseil le texte d'un projet d'accord, accompagné d'une proposition de décision du Conseil concernant la conclusion de l'accord et d'une proposition de directive du Conseil relative à l'application de l'accord.⁽³⁾

3. DEUXIEME PHASE DES NEGOCIATIONS - LE PROBLEME D'ASSURER L'AUTONOMIE LEGISLATIVE

Suite à un examen détaillé, le Conseil, lors de sa réunion du 16 juin 1986, a constaté que le texte du projet d'accord était conforme aux directives de négociations données à la Commission, sous réserve de quelques modifications techniques mineures.

(1) Directive 73/239/CEE du 24 juillet 1973, JO n° L 228, 16.8.1973, p. 3.

(2) COM(82) 209 du 13 avril 1982.

(3) COM(83) 106 final du 28 février 1983 et JO n° C 154, 13.06.1983, p. 33

On s'était aperçu, cependant, qu'il y avait un risque, vu la structure du projet d'accord, que l'autonomie législative de la Communauté pouvait être restreinte dans le futur en ce qui concerne les domaines couverts par le projet d'accord.

En effet, puisque de nombreuses dispositions de la première directive assurance dommage avaient été incorporées plus ou moins textuellement dans l'accord, il y avait un danger que la Communauté ne serait pas en mesure de modifier cette directive communautaire fondamentale sans passer d'abord par la modification de l'accord international conclu avec la Suisse.

Le Conseil est donc arrivé à la conclusion, lors de sa réunion du 16 juin 1986, que l'accord devrait inclure une disposition pour couvrir la situation où l'une ou l'autre des Parties contractantes voudrait modifier sa législation interne concernant un point régi par l'accord. Par conséquent, le Conseil a donné à la Commission de nouvelles directives de négociation pour une deuxième phase de négociations.

La délégation de la Commission a ensuite négocié avec les autorités suisses un nouveau projet d'article (actuellement l'article 39) de l'accord pour sauvegarder l'autonomie législative de chaque Partie contractante. La procédure envisagée fonctionnerait de la façon suivante. Chaque Partie contractante reste libre de modifier sa législation interne couvrant des points régis par l'accord, tout en tenant l'autre Partie contractante informée de ses modifications proposées. Une fois adoptée, la législation modifiée est formellement discutée au sein du Comité mixte. Avant l'entrée en vigueur de la législation modifiée, le comité mixte devra ou décider de modifier l'accord ou décider que les modifications législatives ne sont pas incompatibles avec l'accord ou adopter toute autre mesure pour sauvegarder l'accord. Si le comité mixte n'arrive pas à une décision avant l'expiration d'une période de six mois, l'accord est automatiquement rejeté caduc à partir du moment d'entrée en vigueur de la législation modifiée.

4. PHASE FINALE DES NEGOCIATIONS - INCLUSION DANS L'ACCORD DE QUATRE DIRECTIVES COMMUNAUTAIRES RECENTES

Le 18 novembre 1988 le Conseil a décidé que la solution exposée ci-dessus au problème de l'autonomie législative était acceptable et a donné son accord de principe pour la conclusion de l'accord. A cette fin le Conseil a autorisé la Commission à mettre à jour le projet d'accord pour tenir compte des quatre directives communautaires suivantes adoptées par la Communauté depuis la conclusion des négociations originales :

- 84/641/CEE ⁽¹⁾ (assistance touristique)
- 87/343/CEE ⁽²⁾ (assurance crédit)
- 87/344/CEE ⁽³⁾ (assurance protection juridique)
- 88/357/CEE ⁽⁴⁾ (deuxième directive assurance dommages, à l'exclusion des dispositions relatives à la libre prestation des services)

La Commission, assistée d'un comité ad hoc des Etats membres, a tenu deux séances formelles de négociation avec les autorités suisses les 15 et 16 février et les 9 et 10 mars 1989.

Ces négociations ont permis de mettre au point le projet d'accord révisé ci-joint, qui a été paraphé par les négociateurs de la Commission et de la Suisse le 26 juillet 1989.

5. CONCLUSIONS

Le projet d'accord permet aux entreprises d'assurances ayant leur siège social dans l'une des Parties contractantes d'établir des agences ou succursales sur le territoire de l'autre à des conditions harmonisées et non-discrétionnaires. De plus de telles agences ou succursales ne seront plus obligées de maintenir une marge de solvabilité séparé et par conséquent des capitaux importants seront libérés. Le projet d'accord ne concerne que la liberté d'établissement et exclue la libre prestation de services transfrontalies.

(1) JO n° L 339, 27.12.1984, p. 21

(2) JO n° L 185, 04.07.1987, p. 72

(3) JO n° L 185, 04.07.1987, p. 77

(4) JO n° L 172, 04.07.1988, p. 1

Vu le fait que l'industrie des assurances de chaque Partie contractante est déjà représentée sur le marché de l'autre, il n'est pas prévu que l'accord aura un grand impact économique en termes d'une concurrence accrue. De l'autre côté l'accord est d'une grande importance politique dans le cadre des relations extérieures de la Communauté. L'accord sera le premier accord international conclu par la Communauté dans le domaine des services et sera d'une signification particulièrement importante dans le cadre des relations entre la Communauté et les pays de l'AELE, donnant à ces derniers un signe positif de la détermination de la Communauté de créer des rapports plus structurés entre la Communauté et l'AELE conformément aux conclusions de la réunion ministérielle tenue à Bruxelles le 20 mars 1989.

Par conséquent, la Commission invite le Conseil à signer l'accord entre la Confédération suisse et la Communauté économique européenne concernant l'assurance directe autre que l'assurance sur la vie et à entamer les procédures nécessaires pour sa conclusion et son application.

Propuesta de
DECISION DEL CONSEJO
referente a la celebración del Acuerdo entre la Confederación Suiza
y la Comunidad Económica Europea relativo al seguro
directo distinto del seguro de vida

EL CONSEJO DE LAS COMUNIDADES EUROPEAS,

Visto el Tratado constitutivo de la Comunidad Económica Europea y, en particular, sus artículos 57 y 235,

Vista la propuesta de la Comisión,⁽¹⁾

En cooperación con el Parlamento Europeo,⁽²⁾

Visto el dictamen del Comité Económico y Social,⁽³⁾

Considerando que es conveniente celebrar un Acuerdo con Suiza relativo al seguro directo distinto del seguro de vida, firmado en, el,

DECIDE:

Artículo 1

Queda aprobado en nombre de la Comunidad el Acuerdo entre la Confederación Suiza y la Comunidad Económica Europea relativo al seguro directo distinto del seguro de vida.

Se adjunta como Anexo a la presente Decisión el texto del Acuerdo.

Artículo 2

El Presidente del Consejo tomará las medidas necesarias para el intercambio de instrumentos prescrito en el artículo 44 del Acuerdo⁽⁴⁾.

Hecho en

Por el Consejo
El Presidente

(1) DO n^o

(2) DO n^o

(3) DO n^o

(4) La fecha de entrada en vigor del Acuerdo será publicada en el Diario Oficial de las Comunidades Europeas, a iniciativa de la Secretaría General del Consejo.

ACUERDO
ENTRE LA
CONFEDERACIÓN SUIZA
Y LA
COMUNIDAD ECONÓMICA EUROPEA

RELATIVO AL SEGURO DIRECTO
DISTINTO DEL SEGURO DE VIDA

(Texto rubricado el 26 de julio 1989)

DISPOSICIONES

del Acuerdo entre la Confederación Suiza y la Comunidad Económica Europea relativo al seguro directo distinto del seguro de vida

1. Acuerdo principal

Preámbulo

Sección primera:	Disposiciones básicas	Art. 1 a 6
Sección segunda:	Condiciones de acceso	Art. 7 a 14
Sección tercera:	Condiciones de ejercicio	Art. 15 a 26
Sección cuarta:	Retirada de la autorización	Art. 27 a 29
Sección quinta:	Colaboración de las autoridades de control	Art. 30 a 33
Sección sexta:	Disposiciones generales y finales	Art. 34 a 44

Fórmula de firma

2. Anexo nº 1: Clasificación de los ramos de seguro sometidos al ámbito de aplicación del Acuerdo
3. Anexo nº 2: Definición de los seguros, operaciones y empresas no sometidos al ámbito de aplicación del Acuerdo
4. Anexo nº 3: Enumeración de las formas jurídicas admitidas
5. Anexo nº 4: Disposiciones particulares para determinados Estados miembros de la Comunidad
6. Anexo nº 5: Métodos de cálculo de la reserva de estabilización en el ramo del seguro de crédito y condiciones de exención de la obligación de constituir dicha reserva
7. Protocolo nº 1: Margen de solvencia
8. Protocolo nº 2: Programa de actividades
9. Protocolo nº 3: Relación entre el franco suizo y el ecu
10. protocolo nº 4: Agencias y sucursales de empresas cuyo domicilio social esté situado fuera de los territorios en los que es aplicable el presente Acuerdo

11. Intercambio de cartas n^o 1: Principio de no discriminación
12. Intercambio de cartas n^o 2: Campo de aplicación del Acuerdo
13. Intercambio de cartas n^o 3: Apoderado general
14. Intercambio de cartas n^o 4: Afectación al fondo de seguridad suizo de inmuebles de propiedad directa de empresas de seguros
15. Intercambio de cartas n^o 5: Principios de Inversión
16. Intercambio de cartas n^o 6: Catálogo suizo de los ramos de seguro
17. Intercambio de cartas n^o 7: Capital social de las empresas de seguros
18. Intercambio de cartas n^o 8: Régimen transitorio para la asistencia
19. Intercambio de cartas n^o 9: Régimen transitorio para los grandes riesgos contemplados en el apartado 2.1 del Protocolo n^o 2
20. Declaración común de las Partes contratantes relativa al período comprendido entre la firma y la entrada en vigor del Acuerdo
21. Acta final

PREÁMBULO

LA CONFEDERACIÓN SUIZA

por una parte

LA COMUNIDAD ECONÓMICA EUROPEA

por otra parte

CONSIDERANDO las estrechas relaciones existentes entre Suiza y la Comunidad;

DESEOSAS de consolidar, con motivo de la Instauración en la Comunidad de un mercado unificado en materia de seguros, las relaciones económicas existentes en este ámbito entre ambas Partes y de fomentar, en el respeto de las condiciones equitativas de competencia, el desarrollo armonioso de dichas relaciones, garantizando la protección de los asegurados;

RESUELTAS por ello a eliminar, con arreglo a criterios de reciprocidad y de no discriminación, y con la garantía de las condiciones jurídicas necesarias en materia de control, los obstáculos al acceso a las actividades y al ejercicio del seguro directo distinto del seguro de vida e instaurar así entre ambas la libertad de establecimiento en la materia;

SEÑALANDO que esto no afecta a su poder de legislar dentro de los límites marcados por el derecho Internacional público;

ESFORZÁNDOSE en hacer todo lo posible para que sus ordenamientos jurídicos internos en la materia evolucionen de forma mutuamente compatible;

COMPROBANDO que puede ser beneficioso para sus economías desarrollar e intensificar de esta manera sus relaciones en un ámbito que, hasta ahora, no ha sido objeto de una regulación contractual, y contribuir con ello a la coordinación del derecho económico entre ambas Partes;

SE DECLARAN DISPUESTAS a examinar, en función de cualquier elemento de apreciación y, en particular, de la evolución del derecho comunitario de seguros, la posibilidad de celebración de otros acuerdos en el ámbito del seguro privado;

HAN CONVENIDO, para conseguir dichos objetivos, celebrar el presente Acuerdo y a este efecto han designado como plenipotenciarios:

LA CONFEDERACIÓN SUIZA

al Sr.

LA COMUNIDAD ECONÓMICA EUROPEA

al Sr.

QUIENES, tras intercambiar sus plenos poderes, reconocidos en buena y debida forma, han convenido las disposiciones siguientes.

Sección primera: DISPOSICIONES BÁSICAS

Artículo 1: Objetivo del Acuerdo

El presente Acuerdo tiene por objeto fijar, con arreglo a un criterio de reciprocidad, las condiciones necesarias y suficientes para permitir a las agencias y sucursales pertenecientes a empresas cuyo domicilio social se encuentre en el territorio de una Parte contratante y que deseen establecerse o que estén establecidas en el territorio de la otra Parte contratante, el acceso a la actividad no asalariada del seguro directo distinto del seguro de vida, así como el ejercicio de dicha actividad.

Artículo 2: Campo de aplicación material

El Anexo nº 1 define los ramos de seguro sometidos al ámbito de aplicación del presente Acuerdo.

Artículo 3: Excepciones al ámbito de aplicación material

El Anexo nº 2 enumera los seguros, operaciones y empresas no sometidos al ámbito de aplicación del presente Acuerdo.

Artículo 4: Aplicación del derecho interno

El derecho en vigor en cada Parte contratante será aplicable:

- a los aspectos no contemplados en el presente Acuerdo;
- así como a las cuestiones derivadas de los aspectos contemplados en el presente Acuerdo que no hayan sido expresamente reguladas por él.

Artículo 5: Principio de no discriminación

Las Partes contratantes se comprometen a introducir y aplicar las disposiciones del presente Acuerdo según el principio de no discriminación.

Artículo 6: Autoridad de control

Con arreglo al presente Acuerdo, cuando se trate de la Comunidad, la autoridad de control será la autoridad competente del Estado miembro en cuyo territorio esté situado el domicilio social de la empresa en cuyo territorio una agencia o sucursal acceda a la actividad de seguro directo distinto del seguro de vida, o ejerza tal actividad.

Sección segunda: CONDICIONES DE ACCESO

Artículo 7: Obligación de autorización

- 7.1 Cada Parte contratante hará depender de una autorización, a otorgar por la autoridad de control, el acceso a la actividad de seguro directo en su territorio de una empresa que fije en él su domicilio social.
- 7.2 Asimismo, cada Parte contratante hará depender de una autorización, a otorgar por la autoridad de control, la apertura en su territorio de una agencia o sucursal de una empresa cuyo domicilio social se halle en el territorio de la otra Parte contratante.
- 7.3 Además, hará depender de una autorización, a otorgar por la autoridad de control, la apertura en su territorio de una agencia o sucursal de una empresa cuyo domicilio social esté situado fuera de los territorios en los que es de aplicación el presente Acuerdo en virtud de su artículo 43.

Artículo 8: Ámbito de aplicación de la autorización

- 8.1 La autorización será válida para la cobertura de los riesgos en la totalidad del territorio al que se extienda la competencia de la autoridad de control que otorgue la autorización salvo si, en la medida en que lo permita la legislación aplicable, el requirente pidiera autorización para ejercer su actividad solamente en una parte de dicho territorio.
- 8.2 Se considerará que un riesgo está situado en el territorio al que se extiende la competencia de la autoridad de control:
 - cuando el seguro se refiera bien a inmuebles, bien a inmuebles y a su contenido, cuando éste se halle cubierto por la misma póliza de seguro, siempre que los bienes estén situados en dicho territorio;

- cuando el seguro se refiera a vehículos de cualquier tipo, siempre que hayan sido matriculados en dicho territorio;

- en el caso de contratos de duración inferior o igual a cuatro meses relativos a los riesgos que pudieran sobrevenir durante un viaje o las vacaciones, cualquiera que sea el ramo afectado, siempre que el asegurado haya firmado el contrato en dicho territorio;

- en todos los casos no contemplados en los guiones anteriores siempre que el tomador tenga su residencia habitual en dicho territorio o, si el tomador fuera una persona jurídica, cuando el establecimiento de la persona jurídica a la que se refiere el contrato está situado en dicho territorio.

8.3 La autorización se otorgará por ramo. Comprenderá el ramo entero, salvo si el requirente sólo desea garantizar una parte de los riesgos comprendidos en dicho ramo, tal y como se establecen en la letra A del Anexo nº 1.

No obstante:

- la autoridad de control tendrá la facultad de otorgar la autorización para los grupos de ramos contemplados en la letra B del Anexo nº 1, dándole la denominación correspondiente allí prevista;
- la autorización otorgada para un ramo o un grupo de ramos será válida igualmente para la garantía de los riesgos accesorios comprendidos en otro ramo, si se cumplieren las condiciones previstas en la letra C del Anexo nº 1.

Artículo 9: Forma jurídica

El Anexo nº 3 enumera las formas jurídicas que puede adoptar la empresa cuyo domicilio social se encuentre en el territorio de una Parte contratante.

Artículo 10: Condiciones de la autorización

10.1 Cada Parte contratante exigirá que la empresa que tenga su domicilio social en el territorio de la otra Parte contratante y solicite autorización para la apertura en su territorio de una agencia o sucursal, cumpla las siguientes condiciones:

- a) Comunicación de sus estatutos y de la lista de sus administradores.
- b) Presentación de un certificado, expedido por la autoridad de control de la Parte contratante en cuyo territorio radique el domicilio social, en el que se acredite:
 - que la empresa solicitante ha adoptado una de las formas jurídicas previstas en el Anexo nº 3;

- que esta misma empresa limita su objeto social a la actividad de seguros y a las operaciones directamente relacionadas, con exclusión de toda otra actividad comercial;
- los ramos en que la empresa está facultada para operar;
- que dispone del mínimo del fondo de garantía previsto en el apartado 3.2 del Protocolo nº 1 o, en su caso, del mínimo del margen de solvencia calculado con arreglo al apartado 2.2 del mismo Protocolo, si el mínimo del margen de solvencia fuese más elevado que el mínimo del fondo de garantía;
- los riesgos que efectivamente cubre;
- la existencia de los medios financieros contemplados en la letra f del artículo 1 del Protocolo nº 2.

c) Presentación del programa de actividades con arreglo al Protocolo nº 2, acompañado del balance y de la cuenta de pérdidas y beneficios de la empresa, para cada uno de los tres últimos ejercicios sociales.

No obstante, cuando la empresa haya operado durante menos de tres ejercicios sociales, sólo deberá facilitar dichas cuentas para los ejercicios cerrados, si se tratase:

- de la creación de una nueva empresa resultante de la fusión de empresas existentes; o
- de la creación de una nueva empresa por una o varias empresas existentes a fin de operar en un ramo de seguro determinado, explotado anteriormente por una de las empresas de que se trate.

d) Designación de un apoderado general que tenga su domicilio y su residencia en el territorio al que se extienda la competencia de la autoridad de control de la Parte contratante afectada, y esté dotado de poderes suficientes para obligar a la empresa respecto de terceros y para representarla ante las autoridades y órganos jurisdiccionales de dicha Parte contratante.

Si las disposiciones jurídicas de una Parte contratante permitieren que el mandatario fuese una persona jurídica, ésta deberá tener su domicilio social en esta Parte contratante y designar a su vez, para representarla, a una persona física que cumpla las condiciones indicadas anteriormente.

10.2 El presente Acuerdo no será obstáculo para que las Partes contratantes apliquen disposiciones que establezcan para todas las empresas la necesidad, en el momento de la autorización, de la aprobación de las condiciones generales y especiales de las pólizas de seguro, de las tarifas y de todo otro documento necesario para el ejercicio normal del control.

No obstante, cuando se trate de los riesgos contemplados en el apartado 2.1 del Protocolo n.º 2, las Partes contratantes no establecerán disposiciones por las cuales se requiera la aprobación o comunicación sistemática de las condiciones generales y particulares de las pólizas de seguro, de las tarifas y de los formularios y demás impresos que la empresa se proponga utilizar en sus relaciones con los tomadores. Con el fin de controlar si se respetan las disposiciones legales, administrativas o reglamentarias relativas a dichos riesgos, las Partes contratantes sólo podrán exigir la comunicación no sistemática de dichas condiciones y demás documentos, sin que dicha exigencia pueda constituir para la empresa una condición previa para el ejercicio de su actividad.

A efectos del presente Acuerdo, las condiciones generales y particulares de las pólizas no abarcarán las condiciones específicas destinadas a responder, en un caso determinado, a las circunstancias particulares del riesgo a cubrir.

Por otro lado, el presente Acuerdo no será obstáculo para que las Partes contratantes sometan a las empresas que hayan solicitado la aprobación correspondiente al ramo 18 de la letra A del Anexo n.º 1, al control de los medios directos o indirectos, personales y materiales, incluida la capacitación del personal médico y la calidad del material, de los que disponen para hacer frente a las obligaciones propias del ramo.

Artículo 11: Concesión de la autorización

- 11.1 Cada Parte contratante se comprometerá a conceder la autorización si se cumplieren las condiciones previstas en el artículo 10 y, por tanto, se respetaren las demás disposiciones a las cuales estén sometidas las empresas cuya sede social esté radicada en su territorio.
- 11.2 Las Partes contratantes no subordinarán la autorización a un depósito o a una fianza.
- 11.3 Además, las Partes contratantes se comprometerán a que ninguna solicitud de autorización pueda ser examinada en función de las necesidades económicas del mercado.
- 11.4 El apoderado general designado no podrá ser recusado por la autoridad de control sino por razones que afecten a la honorabilidad o a la cualificación técnica.

Artículo 12: Ampliación del ámbito de aplicación de la autorización

- 12.1 Cada Parte contratante hará depender de una nueva autorización cualquier ampliación de la actividad que haya sido objeto de una primera autorización en aplicación de las disposiciones de los artículos 7 y 8.
- 12.2 Cada Parte contratante exigirá, para la ampliación de las actividades de la agencia o sucursal, sea a otros ramos, sea en el caso definido en el apartado 8.1, que el solicitante de la autorización presente un programa de actividades, de conformidad con el Protocolo nº 2, y el certificado previsto en la letra b del apartado 10.1.

Artículo 13: Procedimiento de autorización

- 13.1 La autorización deberá ser solicitada, ante la autoridad de control, por la empresa cuyo domicilio social se halle en el territorio de la otra Parte contratante.

- 13.2 Con arreglo al Protocolo nº 2, el programa de actividades, acompañado de las observaciones de la autoridad de control encargada de otorgar la autorización, se transmitirá por esta última a la autoridad de control de la Parte contratante en cuyo territorio se halle el domicilio social.

Esta hará conocer su dictamen a la primera dentro de los tres meses siguientes a la recepción de los documentos. En caso de que no se pronuncie a la expiración de dicho plazo, el dictamen de la autoridad consultada se reputará favorable.

- 13.3 La autoridad de control ante la cual se haya solicitado la autorización notificará a la empresa solicitante su decisión al respecto en el plazo máximo de seis meses a partir de la recepción de la solicitud de autorización.

Artículo 14: Denegación de la autorización

- 14.1 Toda decisión denegatoria de autorización deberá ser motivada y notificada a la empresa interesada.
- 14.2 Cada Parte contratante arbitrará un recurso jurisdiccional contra toda decisión denegatoria. El mismo recurso se arbitrará en caso de que la autoridad de control no se haya pronunciado sobre la solicitud de autorización una vez transcurrido un plazo de seis meses a partir de la fecha de recepción.

Sección tercera: CONDICIONES DE EJERCICIO

Artículo 15: Elección de los activos

Las Partes contratantes no fijarán regla alguna concerniente a la elección de los activos que excedan de los que representen las reservas técnicas contempladas en los artículos 18 a 23. Sin perjuicio de las disposiciones del apartado 18.2 y de los artículos 20, 21 y 23, así como de los apartados 29.2 y 29.3, las Partes contratantes no restringirán la libre disposición de los activos mobiliarios o inmobiliarios que formen parte del patrimonio de las empresas.

Artículo 16: Constitución del margen de solvencia

- 16.1 Cada Parte contratante impondrá a toda empresa cuyo domicilio social esté situado en su territorio la constitución de un margen de solvencia suficiente para el conjunto de sus actividades.
- 16.2 La definición y modalidades de cálculo y de representación de dicho margen de solvencia, así como la fijación del fondo de garantía mínimo se incluyen en el Protocolo nº 1.

Artículo 17: Control del estado de solvencia

- 17.1 La autoridad de control de la Parte contratante en cuyo territorio radique el domicilio social de la empresa deberá comprobar el estado de solvencia de dicha empresa para el conjunto de sus actividades.
- 17.2 La autoridad de control de la otra Parte contratante estará obligada a facilitarle toda la información necesaria al objeto de permitirle garantizar dicha comprobación, si ella hubiere otorgado a dicha empresa autorización para la apertura de una agencia o sucursal.
- 17.3 Cada Parte contratante impondrá a las empresas que tengan su sede social en su territorio la obligación de rendir cuentas anualmente, para todas sus operaciones, de su situación y de su solvencia y, por lo que respecta a la cobertura de los riesgos clasificados en el ramo 18 de la letra A del Anexo nº 1, de los demás medios de que dispongan para hacer frente a sus compromisos, en la medida en que su legislación prevé un control de dichos medios.

Artículo 18: Saneamiento de la situación financiera

- 18.1 Con vistas al saneamiento de la situación financiera de una empresa cuyo margen de solvencia no alcance el mínimo prescrito en el apartado 2.2 del Protocolo nº 1, la autoridad de control de la Parte contratante en cuyo territorio radique el domicilio social, exigirá un plan de saneamiento que deberá someterse a su aprobación.
- 18.2 Si el margen de solvencia no alcanzase el fondo de garantía definido en el artículo 3 del Protocolo nº 1, la autoridad de control de la Parte contratante en cuyo territorio se halle la sede social de la empresa exigirá de ésta un plan de financiación a corto plazo que deberá someterse a su aprobación.

Podrá, además, restringir o prohibir la libre disposición de los activos de la empresa. Informará de ello a la autoridad de control de la Parte contratante en cuyo territorio dicha empresa disponga de agencias o sucursales autorizadas. Esta última autoridad, a instancia suya, adoptará las mismas disposiciones.

La autoridad de control podrá, en la hipótesis contemplada en el presente apartado, adoptar además cualquier otra medida apropiada para salvaguardar los intereses de los asegurados.

Artículo 19: Constitución de las reservas técnicas

- 19.1 Cada Parte contratante en cuyo territorio ejerza su actividad una empresa impondrá a la misma la constitución de reservas técnicas suficientes.
- 19.2 El importe de las reservas técnicas se determinará con arreglo a las reglas fijadas en cada Parte contratante o, en su defecto, con arreglo a las prácticas establecidas en cada una de las Partes contratantes.

19.3 Además, cada Parte contratante obligará a las empresas establecidas en su territorio que cubran los riesgos incluidos en el ramo 14 de la letra A del Anexo nº 1 (seguro de crédito) a constituir una reserva de estabilización destinada a compensar la pérdida técnica eventual o la tasa de siniestralidad superior a la media que aparezca en este ramo al final del ejercicio.

El Anexo nº 5 recoge los métodos de cálculo de la reserva de estabilización y las condiciones de exención de la obligación de constituir dicha reserva.

La reserva de estabilización se calculará, según las reglas fijadas por cada Parte contratante, con arreglo a uno de los cuatro métodos que figuran en el Anexo nº 5 y que se consideran equivalentes. Hasta el límite de los importes calculados con arreglo a dichos métodos, la reserva de estabilización no será imputable al margen de solvencia.

La empresa deberá tener a la disposición de la autoridad de control los estados de cuentas indicativos y los resultados técnicos así como las provisiones técnicas relativas a esta actividad.

Artículo 20: Congruencia y localización de la representación de las reservas técnicas

- 20.1 Las reservas técnicas deberán estar representadas por activos equivalentes, congruentes y localizados en el territorio al que se extiende la competencia de la autoridad de control de cada Parte contratante. No obstante, cada Parte contratante podrá permitir una flexibilización de las normas de congruencia y de localización de los activos.
- 20.2 Por "congruencia" deberá entenderse la representación de los compromisos exigibles en una moneda, por activos expresados o realizables en esa misma moneda.
- 20.3 Por "localización de los activos" deberá entenderse la presencia de activos mobiliarios o inmobiliarios en el territorio competencia de la autoridad de control de la Parte contratante, sin que los activos mobiliarios deban ser objeto de depósito, ni los activos inmobiliarios objeto de medidas restrictivas, tales como la constitución de hipoteca. Los activos representados por créditos se considerarán localizados en el territorio competencia de la autoridad de control de la Parte contratante donde sean realizables.

A reserva de dichas disposiciones, las modalidades de localización se sujetarán a la reglamentación en vigor en cada Parte contratante.

Artículo 21: Definición de la representación de las reservas técnicas

- 21.1 La normativa vigente en cada Parte contratante sobre cuyo territorio ejerza su actividad una empresa definirá la naturaleza de los activos y, en su caso, los límites dentro de los cuales podrán admitirse en representación de reservas técnicas, así como las reglas de evaluación de dichos activos.

- 21.2 El término "naturaleza de los activos" comprenderá las diferentes categorías de valores mobiliarios e inmobiliarios y sus diferenciaciones específicas, tales como las que tengan relación con el deudor del que derive el crédito que forme parte de la representación de las reservas técnicas.
- 21.3 Si una Parte contratante admitiere la representación de reservas técnicas por créditos contra reaseguradores, fijará el porcentaje admitido o adoptará disposiciones para su fijación. En tal caso no podrá, por excepción a lo previsto en el apartado 20.1, exigir la localización de dichos créditos.

Artículo 22: Balance

La autoridad de control de la Parte contratante en cuyo territorio radique el domicilio social de una empresa velará por que el balance de la empresa presente, para las reservas técnicas, activos equivalentes a los compromisos contraídos en todos los países en que ejerza su actividad.

Artículo 23: Inobservancia de las disposiciones relativas a las reservas técnicas

Si una agencia o sucursal no se acomoda a las disposiciones contenidas en los artículos 19 a 21, la autoridad de control de la Parte contratante en cuyo territorio ejerza su actividad podrá prohibir, tras haber informado de su intención a la autoridad de control de la Parte contratante en cuyo territorio se halle el domicilio social, la libre disposición de los activos localizados en su territorio.

La autoridad de control de la Parte contratante en cuyo territorio ejerza su actividad la agencia o sucursal de que se trate, podrá adoptar, además, cualquier otra medida apropiada para salvaguardar los intereses de los asegurados.

Artículo 24: Transferencia de cartera

- 24.1 La autoridad de control autorizará, en las condiciones previstas por el derecho vigente de la Parte contratante, a las empresas establecidas en su territorio a transferir, en su totalidad o en parte, la cartera de contratos a un cesionario establecido en el mismo territorio que la empresa cedente, si la autoridad de control de la Parte contratante en cuyo territorio está radicada la sede social del cesionario certifica que éste posee el margen de solvencia necesario habida cuenta de la transferencia.
- 24.2 La transferencia autorizada con arreglo al apartado 24.1 se publicará en el territorio competencia de la autoridad de control de la Parte contratante en cuyo territorio estén establecidos el cedente y el cesionario, en las condiciones previstas en el derecho vigente de la Parte contratante afectada. Dicha transferencia podrá oponerse de pleno derecho a los tomadores de seguros, a los asegurados y a toda persona que posea derechos u obligaciones derivados de los contratos transferidos. No obstante, el presente apartado no será obstáculo para que cada una de las Partes contratantes establezca la facultad de los tomadores de seguros para cancelar el contrato en un plazo determinado a partir de la transferencia.

Artículo 25: Aprobación de las condiciones y de las tarifas

- 25.1 El presente Acuerdo no será obstáculo para que las Partes contratantes apliquen disposiciones que estipulen para todas las empresas y todos los ramos la necesidad, en el momento del ejercicio, de la aprobación de las condiciones generales y especiales de las pólizas de seguro, de las tarifas y de cualquier otro documento necesario para el normal ejercicio del control.

Sin embargo, para los riesgos contemplados en el apartado 2.1 del Protocolo nº 2, las Partes contratantes no establecerán disposiciones que exijan la aprobación o la comunicación sistemática de las condiciones generales y particulares de las pólizas de seguro, de las tarifas, formularios y demás impresos que la empresa tenga intención de utilizar en sus relaciones con los tomadores. Con el fin de controlar el cumplimiento de las disposiciones legales, administrativas o reglamentarias relativas a dichos riesgos, las Partes contratantes sólo podrán exigir la comunicación no sistemática de dichas condiciones y de los demás documentos, sin que tal exigencia pueda constituir para la empresa una condición previa al ejercicio de su actividad.

Para estos mismos riesgos las Partes contratantes podrán mantener o introducir la notificación previa o la aprobación de los incrementos de tarifas propuestas únicamente como elementos de un sistema general de control de precios.

- 25.2 Por otro lado, el presente Acuerdo no será obstáculo para que las Partes contratantes sometan a las empresas que hayan solicitado o hayan obtenido la aprobación correspondiente al ramo 18 de la letra A del Anexo nº 1, al control de los medios directos o indirectos, personales y materiales, incluida la capacitación del personal médico y la calidad del material, de los que disponen para hacer frente a las obligaciones propias del ramo.
- 25.3 A efectos del presente Acuerdo, las condiciones generales y particulares de las pólizas no abarcarán las condiciones específicas destinadas a responder, en un caso determinado, a las circunstancias particulares del riesgo a cubrir.

Artículo 26: Documentación

Las Partes contratantes exigirán de las empresas que ejerzan su actividad en su territorio la aportación de los documentos necesarios para el ejercicio del control, así como de los documentos estadísticos y, por lo que respecta a la cobertura de los riesgos contemplados en el ramo 18 de la letra A del Anexo nº 1, que precisen los medios de los que disponen para hacer frente a sus obligaciones, en la medida en que la legislación prevea un control de dichos medios.

Sección Cuarta: RETIRADA DE LA AUTORIZACIÓN

Artículo 27: Condiciones de la retirada

La autoridad de control de una Parte contratante podrá retirar a una empresa que tenga su domicilio social en el territorio de la otra Parte contratante la autorización que le haya concedido para la apertura de una agencia o sucursal, cuando dicha agencia o sucursal:

- a) no cumpla ya las condiciones de acceso; o
- b) falte gravemente a la obligaciones que le incumben en virtud de la normativa que le sea aplicable, en particular por lo que se refiere a la constitución de reservas técnicas.

Artículo 28: Procedimiento de la retirada

28.1 Antes de proceder a la retirada de la autorización, la autoridad de control consultará a la autoridad de control de la Parte contratante en cuyo territorio radique el domicilio social de la empresa.

Si estimare la necesidad de suspender la actividad de una agencia o sucursal de las contempladas en el artículo 27 antes de la resolución de la citada consulta, informará de ello inmediatamente a esa misma autoridad.

28.2 Toda decisión de retirada de autorización o de suspensión de actividad deberá ser motivada y notificada a la empresa afectada.

28.3 Cada Parte contratante preverá la posibilidad de un recurso judicial contra tal decisión.

Artículo 29: Retirada de la autorización concedida al domicilio social

- 29.1 Cuando la autoridad de control de la Parte contratante en cuyo territorio se halle el domicilio social retire la autorización que haya concedido a la empresa, informará de ello a la autoridad de control de la otra Parte contratante si ésta le hubiere otorgado autorización para la apertura de una agencia o sucursal. Esta última autoridad deberá proceder igualmente a la retirada de su autorización.
- 29.2 En el caso contemplado en el apartado 29.1, la autoridad de control de la Parte contratante en cuyo territorio se encuentre el domicilio social adoptará, con la asistencia de la autoridad de control de la otra Parte contratante, cualquier medida apropiada para salvaguardar los intereses de los asegurados y, en particular, restringirá la libre disposición de los activos de la empresa cuando dicha medida no se haya tomado ya en aplicación del apartado 18.2, y del artículo 23.
- 29.3 También serán aplicables las disposiciones de los apartados 29.1 y, en su caso, 29.2, cuando la empresa renuncie de motu proprio a la autorización que se le haya concedido.

Sección Quinta: COLABORACIÓN DE LAS AUTORIDADES DE CONTROL

Artículo 30: Condiciones de la colaboración

Las Partes contratantes adoptarán todas las medidas apropiadas con objeto de permitir a sus autoridades de control colaborar estrechamente en el marco de la aplicación del presente Acuerdo.

Artículo 31: Objetivos de la colaboración

- 31.1 Las autoridades de control colaborarán para asegurar el cumplimiento por parte de las empresas de las garantías financieras tal y como se definen en los artículos 16 y 19 a 21 y, en particular, para velar por la ejecución de las medidas contempladas en los artículos 18 y 23.
- 31.2 Del mismo modo, las autoridades de control colaborarán, en el caso de empresas autorizadas para cubrir los riesgos propios del ramo 18 de la letra A del Anexo nº 1, para controlar los medios de los que disponen dichas empresas a la hora de cumplir con las operaciones de asistencia a las que se han comprometido, en la medida en que la legislación prevea un control de dichos medios.

Artículo 32: Intercambio de informaciones

Las autoridades de control se comunicarán todos los documentos y la información pertinentes para el ejercicio del control.

Artículo 33: Obligación de secreto

- 33.1 En ningún caso los artículos 30 a 32 podrán ser interpretados en el sentido de imponer a una de las autoridades de control la obligación de transmitir datos que pudieran revelar un secreto comercial de la empresa o informes cuya comunicación pudiera ser contraria al orden público.
- 33.2 No obstante, las reglas del secreto a las que se someterán las autoridades de control no deberán ser obstáculo ni para la colaboración de dichas autoridades ni para la asistencia recíproca estipuladas en el presente Acuerdo.
- 33.3 La información intercambiada sólo podrá ser utilizada por dichas autoridades para el cumplimiento de su misión de control.

Sección Sexta: DISPOSICIONES GENERALES Y FINALES

Artículo 34: Disposiciones particulares y empresas de terceros países

- 34.1 El Anexo nº 4 contiene disposiciones especiales para determinados Estados miembros de la Comunidad.
- 34.2 El Protocolo nº 4 contiene las disposiciones aplicables a las agencias y sucursales pertenecientes a empresas cuyo domicilio social esté situado fuera de los territorios en los que el presente Acuerdo será aplicable en virtud de su artículo 43.

Artículo 35: Partes integrantes del Acuerdo

Los Anexos, Protocolos e Intercambios de cartas anexas al presente Acuerdo son parte integrante del mismo.

Artículo 36: Incumplimiento de obligaciones

- 36.1 Las Partes contratantes se abstendrán de toda medida que pueda poner en peligro la realización de los objetivos del presente Acuerdo.
- 36.2 Adoptarán todas las medidas generales o particulares adecuadas para asegurar la ejecución de las obligaciones derivadas del presente Acuerdo.

Si una Parte contratante estimare que la otra Parte ha incumplido alguna obligación derivada del presente Acuerdo, será de aplicación el procedimiento previsto en el apartado 37.2.

Artículo 37: Comité mixto

- 37.1 Se establecerá un Comité mixto, compuesto por representantes de Suiza y representantes de la Comunidad, que se encargará de la gestión del Acuerdo, de su buena ejecución y de tomar decisiones, en los casos previstos en el mismo. El Comité se pronunciará de común acuerdo.
- 37.2 Para la buena ejecución del Acuerdo, las Partes contratantes procederán al intercambio de información y, a petición de una de ellas, se consultarán en el seno del Comité mixto. El ejercicio del control, contemplado en la Sección Quinta, no será de su competencia.
- 37.3 El Comité mixto establecerá su reglamento interno.

37.4 La Presidencia del Comité mixto se ejercerá por rotación de cada una de las Partes contratantes de acuerdo con las modalidades que fije su reglamento interno. Se reunirá a iniciativa de su Presidente cada vez que lo requiera una necesidad particular, a petición de una de las Partes contratantes y en las condiciones que fije su reglamento interno.

El Comité mixto podrá decidir la constitución de cualquier grupo de trabajo destinado a asesorarle en el cumplimiento de sus tareas.

Artículo 38: Arbitraje

38.1 Si surgiere una desavenencia entre las Partes contratantes acerca del funcionamiento del presente Acuerdo y, en particular, de su interpretación o de su ejecución y tal desavenencia no pudiese resolverse ni por la colaboración de las autoridades de control, contemplada en la Sección Quinta, ni por el Comité mixto contemplado en el artículo 37, las Partes contratantes evacuarán consultas por vía diplomática.

38.2 Si la desavenencia no pudiese resolverse por los procedimientos establecidos en el apartado 38.1, se someterá, a instancia de cualquiera de las Partes, a un Tribunal arbitral de tres miembros. Sólo se podrá recurrir a dicho Tribunal transcurrido un plazo de dos años desde el primer recurso al Comité mixto contemplado en el artículo 37, a menos que las Partes convengan de común acuerdo someter, antes de la expiración de dicho plazo, su desavenencia a dicho Tribunal. Cada Parte designará un árbitro. Los dos árbitros designados nombrarán un árbitro superior que no podrá ser nacional ni de Suiza ni de ninguno de los Estados miembros de la Comunidad.

- 38.3 Si una de las Partes contratantes no hubiere designado su árbitro ni dado curso a la invitación dirigida por la otra Parte para proceder dentro de los dos meses a tal designación, el árbitro será designado, a instancia de dicha Parte, por el Presidente del Tribunal Internacional de Justicia.
- 38.4 Si, en los dos meses siguientes a su designación, los dos árbitros no llegaren a ponerse de acuerdo sobre la elección de un árbitro superior, éste será nombrado, a instancia de una de las Partes, por el Presidente del Tribunal Internacional de Justicia.
- 38.5 Si, en los casos previstos en los apartados 38.3 y 38.4 el Presidente del Tribunal Internacional de Justicia tuviere imposibilidad de comparecer o si fuere nacional de Suiza o de uno de los Estados miembros de la Comunidad, los nombramientos serán hechos por el Vicepresidente. Si éste tuviere imposibilidad de comparecer o si fuere nacional de Suiza o de uno de los Estados miembros de la Comunidad, los nombramientos serán hechos por el miembro más antiguo del Tribunal que no sea nacional ni de Suiza ni de ninguno de los Estados miembros de la Comunidad.
- 38.6 A menos que las Partes contratantes no dispongan otra cosa, será el propio Tribunal quien fije sus normas de procedimiento. Adoptará sus decisiones por mayoría de votos.
- 38.7 Las decisiones del Tribunal serán obligatorias para las Partes contratantes.

Artículo 39: Evolución del orden jurídico interno

- 39.1 El Acuerdo se entiende sin perjuicio del derecho de cada Parte contratante de modificar, siempre que se respeten el principio de no discriminación y las disposiciones del presente artículo, su legislación interna de manera autónoma sobre un punto regido por el presente Acuerdo.
- 39.2 Una vez que una Parte contratante haya iniciado el proceso de adopción de un proyecto de modificación de su legislación interna sobre las condiciones para el acceso y el ejercicio,

mediante el establecimiento, de la actividad del seguro directo distinto del seguro de vida, Informará a la otra Parte contratante por medio del Comité mixto mencionado en el artículo 37. El Comité mixto procederá a un intercambio de puntos de vista sobre las consecuencias que tal modificación acarrearía para el buen funcionamiento del Acuerdo.

- 39.3 Tras la adopción de la legislación modificada, y a más tardar ocho días después, la Parte contratante a quien compete notificará a la otra Parte contratante el texto de dichas nuevas disposiciones.
- 39.4 Con el fin de garantizar la seguridad jurídica, la Parte contratante de que se trate, deberá prever un plazo mínimo de doce meses a partir de la adopción de la legislación modificada para la aplicación de cualquier modificación legislativa que se aparte de las disposiciones del Acuerdo.
- 39.5 Se presentará al Comité toda modificación legislativa que haya seguido los procedimientos mencionados en los apartados 39.2 y 39.3 y que, en opinión de una u otra Parte contratante, se desvíe de las disposiciones del Acuerdo. El Comité mixto se reunirá a más tardar seis semanas después de la notificación mencionada en el apartado 39.3.
- 39.6 El Comité mixto:
- o bien adoptará una decisión que revise las disposiciones del Acuerdo a fin de integrar en él, por razones de reciprocidad, las modificaciones producidas en la legislación de que se trate;
 - o bien, siempre y cuando se garantice una protección equivalente del asegurado en relación con la establecida por el Acuerdo, adoptará una decisión según la cual las modificaciones de dicha legislación se juzgarán conformes al Acuerdo;
 - o bien decidirá cualquier otra medida para salvaguardar el buen funcionamiento del Acuerdo.

- 39.7 Las decisiones del Comité mixto se publicarán en el Repertorio Oficial de leyes federales así como en el Diario Oficial de las Comunidades Europeas. Cada decisión precisará la fecha de inicio de su aplicación en las dos Partes contratantes así como cualquier otra información que pueda interesar a los operadores económicos. Las decisiones deberán someterse, para su ratificación o aprobación, a las Partes contratantes según los procedimientos que les son propios. Las Partes contratantes se notificarán el cumplimiento de esta formalidad. Si a la expiración del plazo definido en el apartado 39.4 no se hubiera producido dicha notificación, se aplicarán de forma provisional las decisiones del Comité mixto hasta su ratificación o aprobación por las Partes contratantes. Si cualquiera de las Partes contratantes notificase la no ratificación o la no aprobación de una decisión del Comité mixto se aplicará el apartado 39.8, por analogía, a partir de la fecha de notificación.
- 39.8 Si el Comité mixto no llegase a un acuerdo sobre las decisiones que habrán de tomarse, en un plazo de seis meses a partir de la fecha de presentación, de conformidad con lo dispuesto en el apartado 39.5 el Acuerdo, con arreglo al apartado 39.4, se considerará terminado el día del inicio de la aplicación de la legislación de que se trate, en cuyo caso no se aplicarán las disposiciones del artículo 38. Las disposiciones del apartado 42.2 serán de aplicación por analogía.

Artículo 40: Revisión del Acuerdo

- 40.1 Si una Parte contratante deseara una revisión del presente Acuerdo, pedirá a la otra Parte contratante la apertura de negociaciones a tal efecto. Dicha petición se presentará por vía diplomática.
- 40.2 Las modificaciones aportadas al presente Acuerdo entrarán en vigor con arreglo al procedimiento previsto en el artículo 44.
- 40.3 Sin embargo, las modificaciones introducidas en los Anexos, Protocolos e Intercambios de cartas adjuntos al presente Acuerdo serán adoptados por el Comité mixto contemplado en el artículo 37, que fijará la fecha de su entrada en vigor.

Artículo 41: Ámbitos no cubiertos por el Acuerdo

- 41.1 Cuando una Parte contratante estime que sería útil, en interés de ambas Partes contratantes, desarrollar las relaciones establecidas por el presente Acuerdo ampliándolas a actividades de seguro privado no cubierto por el mismo, propondrá a la otra Parte contratante la apertura de negociaciones con este fin.
- 41.2 Los acuerdos resultantes de las negociaciones mencionadas en el apartado 41.1 se someterán a ratificación o aprobación de las Partes contratantes según sus propios procedimientos.

Artículo 42: Denuncia

- 42.1 Cada Parte contratante podrá en cualquier momento denunciar el presente Acuerdo mediante notificación a la otra Parte contratante. El Acuerdo perderá su vigencia doce meses después de la fecha de dicha notificación.
- 42.2 En caso de denuncia, la Partes contratantes resolverán de común acuerdo la situación de las empresas que hubieren obtenido la autorización, de conformidad con el apartado 11.1. A falta de acuerdo a la expiración de los doce meses mencionados en el apartado 42.1, dichas empresas quedarán sometidas al estatuto aplicable a las de terceros países. Sin embargo, las Partes contratantes se obligan desde ahora a que la autorización obtenida de conformidad con el apartado 11.1 no sea retirada en función de las necesidades económicas del mercado en un período de cinco años por lo menos a partir de la fecha en la que el presente Acuerdo expire.

Artículo 43: Ámbito de aplicación territorial

El presente Acuerdo se aplicará, por una parte, al territorio de la Confederación Suiza y, por otra, a los territorios en los que sea de aplicación el Tratado constitutivo de la Comunidad Económica Europea en las condiciones previstas por dicho Tratado.

Artículo 44: Entrada en vigor

- 44.1 El presente Acuerdo, que ha sido negociado en lengua francesa, se redactará en duplicado ejemplar en las lenguas alemana, danesa, española, francesa, griega, inglesa, italiana, neerlandesa y portuguesa, siendo igualmente auténticos cada uno de dichos textos.
- 44.2 El presente Acuerdo será ratificado o aprobado por las Partes contratantes según sus propios procedimientos.
- 44.3 El presente Acuerdo entrará en vigor el primer día del año civil siguiente al intercambio de los instrumentos de ratificación o de aprobación, a condición de que dicho intercambio tenga lugar lo más tarde un mes antes de dicha fecha.

Sin embargo, las Partes contratantes podrán, en el momento del intercambio de los instrumentos de ratificación o de aprobación, determinar de común acuerdo otra fecha de entrada en vigor del presente Acuerdo, fecha que, en dicho caso, será publicada inmediatamente.

Udfaerdiget i , den.....
Geschehen zu , am.....
Done at , on this...day of....in the year.....
Έγινε , την.....
Hecho en , el.....
Fait à , le.....
Fatto a , il.....
Gedaan te , de.....
Feito em , em.....

Für die Schweizerische Eidgenossenschaft

Pour la Confédération suisse

Per la Confederazione svizzera

.....

Pá Rádet for De europaeiske Faelleskabers vegne
Im Namen des Rates der Europäischen Gemeinschaften
In the name of the Council of the European Communities
Για το Συμβούλιο των Ευρωπαϊκών Κοινοτήτων
En nombre del Consejo de las Comunidades Europeas
Au nom du Conseil des Communautés européennes
A nome del Consiglio delle Comunità Europee
Namens de Raad van de Europese Gemeenschappen
Em nome do Conselho das Comunidades Europeias

ANEXO no 1: Clasificación de los ramos de seguro sometidos al ámbito de aplicación del Acuerdo

A. Clasificación de los riesgos por ramos

1 Accidentes (Incluidos los accidentes laborales y las enfermedades profesionales)

- prestaciones a tanto alzado,
- prestaciones de indemnización,
- combinaciones,
- ocupantes de vehículos.

2 Enfermedad

- prestaciones a tanto alzado,
- prestaciones de indemnización,
- combinaciones.

3 Vehículos terrestres (no ferroviarios)

Todo daño sufrido por

- vehículos terrestres automóviles,
- vehículos terrestres no automóviles.

4 Vehículos ferroviarios

Todo daño sufrido por los vehículos ferroviarios.

5 Vehículos aéreos

Todo daño sufrido por los vehículos aéreos.

6 Vehículos marítimos, lacustres y fluviales

Todo daño sufrido por:

- vehículos fluviales,
- vehículos lacustres,
- vehículos marítimos.

7 Mercancías transportadas (Incluidas las mercancías, equipajes y demás bienes)

Todo daño sufrido por las mercancías transportadas o los equipajes, sea cual fuere el medio de transporte.

8 Incendio y elementos naturales

Todo daño sufrido por los bienes (distintos de los comprendidos en los ramos 3, 4, 5, 6 y 7) causado por:

- incendio,
- explosión,
- tormenta,
- elementos naturales distintos de la tormenta,
- energía nuclear,
- hundimiento del terreno.

9 Otros daños a los bienes

Todo daño sufrido por los bienes (distintos de los bienes comprendidos en los ramos 3, 4, 5, 6 y 7) causados por el granizo o la helada, así como por cualquier suceso, como el robo, distinto de los incluidos en el número 8.

10 Responsabilidad civil en vehículos terrestres automóviles

Toda responsabilidad resultante del empleo de vehículos terrestres automóviles (incluida la responsabilidad del transportista).

11 Responsabilidad civil en vehículos aéreos

Toda responsabilidad resultante del empleo de vehículos aéreos (incluida la responsabilidad del transportista).

12 Responsabilidad civil en vehículos marítimos, lacustres y fluviales

Toda responsabilidad resultante del empleo de vehículos marítimos, lacustres y fluviales (incluida la responsabilidad del transportista).

13 Responsabilidad civil en general

Toda responsabilidad distinta de las mencionadas en los números 10, 11 y 12.

14 Crédito

- insolvencia general,
- crédito a la exportación,
- venta a plazos,
- crédito hipotecario,
- crédito agrícola.

15 Caución

- caución directa,
- caución indirecta.

16 Pérdidas pecuniarias diversas

- riesgos del empleo,
- insuficiencia de ingresos (general),
- mal tiempo,
- pérdidas de beneficios,
- persistencia de gastos generales,
- gastos comerciales imprevistos,
- pérdida del valor venal,
- pérdidas de alquileres o rentas,
- pérdidas comerciales indirectas distintas de las anteriormente mencionadas,
- pérdidas pecuniarias no comerciales,
- otras pérdidas pecuniarias.

17 Defensa jurídica

Defensa jurídica.

18 Asistencia

- Asistencia prestada a las personas que se encuentren en dificultades durante sus desplazamientos o durante las ausencias de su domicilio o de su lugar de residencia permanente.

Los riesgos comprendidos en un ramo no podrán ser clasificados en otro ramo, salvo en los casos contemplados en la letra C.

B. Denominación de la autorización concedida simultáneamente para varios ramos

Cuando la autorización se refiera a la vez:

- a) a los ramos nros 1 y 2 se concederá bajo la denominación "Accidentes y enfermedad";
- b) a los ramos nros 1 (cuarto guión), 3, 7 y 10, se concederá bajo la denominación "Seguro de automóvil";
- c) a los ramos nros 1 (cuarto guión), 4, 6, 7 y 12 se concederá bajo la denominación "Seguro de marítimo y transporte";
- d) a los ramos nros 1 (cuarto guión), 5, 7 y 11, se concederá bajo la denominación "Seguro de aviación";
- e) a los ramos nros 8 y 9, se concederá bajo la denominación "Incendio y otros daños a los bienes";
- f) a los ramos nros 10, 11, 12 y 13, se concederá bajo la denominación "Responsabilidad civil";
- g) a los ramos nros 14 y 15, se concederá bajo la denominación "Crédito y caución";
- h) a todos los ramos, se concederá bajo la denominación elegida por la Parte contratante interesada, que será comunicada a la otra Parte contratante.

C. Riesgos accesorios

La empresa que obtenga la autorización para un riesgo principal perteneciente a un ramo o a un grupo de ramos podrá asimismo cubrir riesgos comprendidos en otro ramo sin necesidad de obtener autorización para los mismos cuando éstos:

- estén vinculados al riesgo principal,
- se refieran al objeto cubierto contra el riesgo principal, y
- estén cubiertos por el contrato que cubra el riesgo principal.

No obstante, los riesgos comprendidos en los ramos 14, 15 y 17 no podrán ser considerados como riesgos accesorios de otros ramos.

Sin embargo, el riesgo comprendido en el ramo 17 (seguro de defensa jurídica) podrá ser considerado como riesgo accesorio del ramo 18 cuando se cumplan las condiciones mencionadas en el párrafo primero de la letra C del presente Protocolo y el riesgo principal sólo se refiera a la asistencia prestada a las personas que se encuentren en dificultades durante sus desplazamientos o durante las ausencias de su domicilio o de su lugar de residencia permanente.

El seguro de defensa jurídica podrá asimismo considerarse como riesgo accesorio, en las condiciones mencionadas en el párrafo primero de la letra C del presente Protocolo, cuando se refiera a litigios o riesgos que resulten de la utilización de embarcaciones marítimas o estén relacionados con dicha utilización.

D. Asistencia técnica

- 1 La actividad de asistencia se refiere a la asistencia prestada a las personas que se encuentren en dificultades durante sus desplazamiento o durante las ausencias de su domicilio o de su lugar de residencia permanente. Consiste en asumir, mediante el pago previo de una prima, el compromiso de ayudar inmediatamente al beneficiario del correspondiente contrato de asistencia cuando éste se encuentre en dificultades a consecuencia de un suceso fortuito, en los casos y condiciones previstos en el propio contrato.

La ayuda podrá consistir en prestaciones en dinero o en especie. Las prestaciones en especie podrán efectuarse asimismo utilizando personal o material propios del prestador de las mismas.

La actividad de asistencia no cubrirá los servicios de reparación o de mantenimiento, los servicios postventa ni la simple indicación o puesta a disposición, en calidad de intermediario, de una ayuda.

- 2 Cada Parte contratante podrá someter, en su territorio, las actividades de asistencia a las personas que se encuentren en dificultades en circunstancias distintas de las consideradas en el anterior apartado 1, al régimen establecido por el presente Acuerdo. Cuando una Parte contratante haga uso de dicha facultad, equipará, a los fines de tal aplicación, dichas actividades al ramo 18 de la letra A del Anexo nº 1, sin perjuicio de lo dispuesto en el punto c del mismo.

Lo dispuesto en el párrafo anterior no afectará en absoluto a las posibilidades de clasificación previstas en el Anexo nº 1 del presente Acuerdo para las actividades que pertenezcan claramente a otros ramos.

La autorización solicitada para una agencia o sucursal por una empresa cuya sede social esté situada en el territorio de la otra Parte contratante, no podrá ser denegada alegando el solo motivo de una diferencia de clasificación de las actividades mencionadas en el presente apartado en la Parte contratante en cuyo territorio tenga la empresa su sede social.

ANEXO nº 2: Definición de los seguros, operaciones y empresas no sometidos al ámbito de aplicación del Acuerdo

A. Exclusión de seguros

El presente Acuerdo no afecta:

- 1 al ramo de vida, es decir, el que comprende en particular el seguro en caso de vida, el seguro en caso de muerte, el seguro mixto, el seguro de vida con contraseguro, las tontinas, el seguro de nupcialidad y el seguro de natalidad;
- 2 al seguro de renta;
- 3 a los seguros complementarios practicados por las empresas de seguros de vida, es decir, los seguros de daños corporales, incluida la incapacidad para el trabajo profesional, los seguros de muerte a consecuencia de accidente, los seguros de invalidez como consecuencia de accidente o enfermedad, cuando tales seguros se suscriban como consecuencia de accidente o enfermedad, cuando tales seguros se suscriban como complemento a seguros de vida;
- 4 en Suiza

a los seguros incluidos en un régimen legal de seguridad social, a menos que tales seguros se practiquen por empresas autorizadas;

en la Comunidad

a los seguros incluidos en un régimen legal de seguridad social;
- 5 al seguro practicado en Irlanda y el Reino Unido denominado "permanent health insurance" (seguro de enfermedad a largo plazo, no rescindible).

B. Exclusión de operaciones

El presente Acuerdo no afecta a:

- 1 las operaciones de capitalización tal como se definen en la legislación de cada Parte contratante;
- 2 las operaciones de los organismos de previsión y socorro cuyas prestaciones varíen según los recursos disponibles y en las que la contribución de los miembros se determine globalmente;

- 3 las operaciones efectuadas por una organización que no tenga personalidad jurídica y que tenga por objeto la garantía mutua de sus miembros, sin originar pago de primas ni constitución de reservas técnicas;
- 4 las operaciones de seguro de crédito a la exportación por cuenta o con garantía del Estado, o cuando el Estado sea el asegurador.
- 5 la actividad de asistencia en la que el compromiso se limite a las operaciones siguientes, efectuadas como consecuencia de un accidente o una avería que afecten a un vehículo de carretera y hayan sobrevenido normalmente en el territorio de la Parte contratante en la que está establecido el prestador de la garantía:
 - la reparación de la avería sobre el propio terreno y para la cual el prestador utilice, en la mayor parte de los casos, personal y material propios,
 - el traslado del vehículo al lugar de reparación más próximo o más adecuado, incluido, en su caso, normalmente por el mismo medio de auxilio, el acompañamiento del conductor y de los pasajeros hasta el lugar más próximo desde el cual puedan proseguir su viaje por otros medios,
 - si lo previere la Parte contratante en la que está establecido el prestador de la garantía, el traslado del vehículo, incluido, en su caso, el acompañamiento del conductor y de los pasajeros, hasta su domicilio, su punto de partida o su destino originario en la misma Parte contratante,

salvo que dichas operaciones sean efectuadas por una empresa sujeta al presente Acuerdo.

En los casos previstos en los dos primeros guiones, la condición de que el accidente o la avería sobrevengan en el territorio de la Parte contratante en la cual está establecido el prestador de la garantía:

- a) no se aplicará cuando este último sea un organismo al que pertenezca el beneficiario y la reparación o traslado del vehículo se efectúe ante la simple presentación del carnet de miembro, sin pago de sobreprima, por un organismo similar de la Parte contratante afectada sobre la base de un acuerdo de reciprocidad;
- b) no impedirá la prestación de dicha asistencia en Irlanda y en el Reino Unido por parte de un mismo organismo que opere en ambos Estados.

En el caso previsto en el tercer guión, si el accidente o la avería sobrevienen en el territorio de Irlanda o, respecto del Reino Unido, en el territorio de Irlanda del Norte, el vehículo y, en su caso, el conductor y los pasajeros, podrá ser trasladado hasta el domicilio, el punto de partida o el destino originario de los mismos en uno u otro de dichos territorios.

Por otra parte, el presente Acuerdo no se aplicará a las operaciones de asistencia efectuadas como consecuencia de un accidente o de una avería que afecten a un vehículo de carretera y consistentes en el traslado del vehículo accidentado o averiado fuera del Gran Ducado de Luxemburgo, incluidos, en su caso, el conductor y los pasajeros, hasta su domicilio cuando estas operaciones sean efectuadas por el Automobile Club del Gran Ducado de Luxemburgo.

Las empresas sometidas al presente Acuerdo únicamente podrán practicar la actividad contemplada en el presente punto cuando hayan sido autorizadas para el ramo 18 del punto A del Anexo nº 1 sin perjuicio de lo dispuesto en el punto C del mismo. En tal caso, se aplicará a dichas operaciones el presente Acuerdo.

C. Exclusión de empresas en situaciones específicas

El presente Acuerdo no afecta:

1 A las empresas en que se den las siguientes condiciones:

- que no ejerzan ninguna actividad sometida al Acuerdo, diferente de la mencionada en el ramo 18 de la letra A del Anexo nº 1,

- que la actividad esté limitada a un nivel puramente local y a prestaciones en especie,

y

- que el importe anual de los ingresos en concepto de la actividad de asistencia a las personas en dificultades no exceda de 200 000 ecus.

2 Para las empresas que tengan su sede social en Suiza:

A aquéllas para las cuales, en el momento de entrada en vigor del presente Acuerdo, la suma de las primas percibidas anualmente en razón de las actividades cubiertas por éste, no exceda del límite de un millón de ecus y cuya actividad se limite al territorio suizo por todo el tiempo en que se encuentren en tales condiciones. Una vez sometida al régimen del Acuerdo, una empresa no podrá valerse en lo sucesivo de esta excepción aunque cumpla las condiciones antedichas.

3 Para las empresas que tengan su sede social en la Comunidad:

A las mutualidades en que simultáneamente:

- su estatuto prevea la posibilidad de proceder a devolución de cotizaciones o la reducción de sus prestaciones,
 - su actividad no cubra ni los riesgos de responsabilidad civil -salvo si éstos constituyen una garantía accesoria con arreglo a la letra C del Anexo nº 1- ni los riesgos del crédito y caución,
 - su montante anual de cotizaciones percibidas con arreglo a las actividades cubiertas por el presente Acuerdo no exceda de un millón de ecus
- y
- la mitad al menos de las cotizaciones percibidas con arreglo a las actividades cubiertas por el presente Acuerdo provenga de personas afiliadas a la mutualidad.

A las mutualidades que hayan concluido con una empresa de la misma naturaleza un convenio que contenga el reaseguro integral de los contratos de seguro que ellas suscriban o la sustitución de la empresa cesionaria por la empresa cedente para la ejecución de los compromisos resultantes de dichos contratos.

En tal caso, la empresa cesionaria quedará sometida al presente Acuerdo.

D Exclusión de empresas específicas

El presente Acuerdo no afecta, salvo modificación de sus estatutos en cuanto a la competencia, a las empresas citadas en los apartados 1 y 2.

La competencia territorial de las empresas contempladas en los apartados 1 y 2b no se considerará modificada en el caso de fusión o escisión de estas empresas que tengan por efecto mantener en provecho de la nueva o de las nuevas empresas la competencia territorial del organismo escindido o de los organismos fusionados; del mismo modo, la competencia en cuanto a los ramos practicados no se considerará modificada si uno de tales organismos asumiere para el mismo territorio uno o varios ramos de uno de los organismos en cuestión.

1. En Suiza

Los siguientes organismos de derecho público,

- a) Aargau: Aargauisches Versicherungsamt, Aarau
- b) Appenzell Ausser-Rhoden: Brand- und Elementarschadenversicherung Appenzell AR, Herisau
- c) Basel-Land: Basellandschaftliche Gebäudeversicherung, Liestal
- d) Basel-Stad: Gebäudeversicherung des Kantons Basel-Stadt, Basel
- e) Bern/Berne: Gebäudeversicherung des Kantons Bern, Bern/
Assurance Immobilière du canton de Berne, Berne
- f) Fribourg/Freiburg: Etablissement cantonal d'assurance des bâtiments du canton de Fribourg,
Fribourg/ Kantonale Gebäuderversicherungsanstalt Freiburg, Freiburg

- g) Glarus: Kantonale Sachversicherung Glarus, Glarus
- h) Graubünden/Grigioni/Grischun: Gebäudeversicherungsanstalt des Kantons Graubünden, Chur / Istituto d'assicurazione fabbricati del cantone del Grigioni, Coira / Institut dii cantun Grischun per assicuranzas da baghetgs, Cuera
- l) Jura: Assurance Immobilière de la République et canton du Jura, Saignelégier
- j) Luzern: Gebäudeversicherung des Kantons Luzern, Luzern
- k) Neuchâtel: Etablissement cantonal d'assurance immobilière contre l'incendie, Neuchâtel
- l) Nidwalden: Kantonale Brandversicherungsanstalt Nidwalden, Stans
- m) Schaffhausen: Gebäudeversicherung des Kantons Schaffhausen, Schaffhausen
- n) Solothurn: Solothurnische Gebäudeversicherung, Solothurn
- o) St. Gallen: Gebäudeversicherungsanstalt des Kantons St. Gallen, St. Gallen
- p) Thurgau: Gebäudeversicherung des Kantons Thurgau, Frauenfeld
- q) Vaud: Etablissement d'assurance contre l'incendie et les éléments naturels du canton de Vaud, Lausanne
- r) Zug: Gebäudeversicherung des Kantons Zug, Zug
- s) Zürich: Gebäudeversicherung des Kantons Zürich, Zürich

2 En la Comunidad

a) en Dinamarca

Falcks Rehningskorps A/S, København

b) en Alemania

- Los siguientes organismos de derecho público, que gozan de monopolio (Monopolanstalten):
 - aa) Badische Gebäudeversicherungsanstalt, Karlsruhe
 - bb) Bayerische Landesbrandversicherungsanstalt, München
 - cc) Bayerische Landestierversicherungsanstalt, Schlachtviehversicherung, München
 - dd) Braunschweigische Landesbrandversicherungsanstalt, Braunschweig

- ee) Hamburger Feuerkasse, Hamburg
- ff) Hessische Brandversicherungsanstalt (Hessische Brandversicherungskammer), Darmstadt
- gg) Hessische Brandversicherungsanstalt, Kassel
- hh) Lippische Landesbrandversicherungsanstalt, Detmold
- ii) Nassaulsche Brandversicherungsanstalt, Wiesbaden
- jj) Oldenburgische Landesbrandkasse, Oldenburg
- kk) Ostfriesische Landschaftliche Brandkasse, Aurich
- ll) Feuersozietät Berlin, Berlin
- mm) Württembergische Gebäudebrandversicherungsanstalt, Stuttgart

- los siguientes organismos semipúblicos:

- nn) Postbeamtenkrankenkasse
- oo) Krankenversorgung der Bundesbahnbeamten

c) en España

Los siguientes organismos públicos:

- aa) Comisaría del Seguro Obligatorio de Viajeros
- bb) Consorcio de Compensación de Seguros
- cc) Fondo Nacional de Garantía de Riesgos de la Circulación

d) en Francia

Los organismos siguientes:

- aa) Caisse départementale des Incendies des Ardennes
- bb) Caisse départementale des Incendies de la Côte-d'Or
- cc) Caisse départementale des Incendies de la Marne
- dd) Caisse départementale des Incendies de la Meuse
- ee) Caisse départementale des Incendies de la Somme

e) en Irlanda

Voluntary Health Insurance Board

f) en Italia

La Cassa di Previdenza per l'assicurazione degli sportivi (Sportass)

g) en el Reino Unido

The Crown Agents

ANEXO nº 3: Enumeración de las formas jurídicas admitidas

La empresa cuya sede social se ubique en el territorio de una Parte contratante deberá adoptar una de las formas jurídicas enumeradas a continuación.

Las Partes contratantes podrán igualmente crear, en su caso, empresas que adopten cualquier forma de derecho público, con tal de que estos organismos tengan por objeto efectuar operaciones de seguro en condiciones equivalentes a las de las empresas de derecho privado.

A. en Suiza

- Aktiengesellschaft / société anonyme / società per azioni
- Genossenschaft / coopérative / cooperativa

B. en la Comunidad

1 en Bélgica

- société anonyme / naamloze vennootschap
- société en commandite par actions / vennootschap bij wijze van geldschieting op aandelen
- association d'assurance mutuelle / onderlinge verzekeringsmaatschappij
- société coopérative / coöperatieve vennootschap

2 en Dinamarca

- aktieselskaber
- gensidige selskaber

3 en Alemania

- Aktiengesellschaft
- Versicherungsverein auf Gegenseitigkeit
- Öffentlich-rechtliches Wettbewerbs-Versicherungsunternehmen

4 en Francia

- société anonyme
- société à forme mutuelle
- mutuelle
- union des mutuelles

5 en España

- sociedad anónima
- sociedad mutua
- sociedad cooperativa

6 en Grecia

- Ανώνυμος Εταιρεία
- Αλληλασφαλιστικός Συνεταιρισμός

7 en Irlanda

- incorporated companies limited by shares or by guarantee or unlimited

8 en Italia

- società per azioni
- società cooperativa
- mutua di assicurazione

9 en Luxemburgo

- société anonyme
- société en commandite par actions
- association d'assurances mutuelles
- société coopérative

10 en los Países Bajos

- naamloze vennootschap
- onderlinge waarborgmaatschappij

11 en Portugal

- sociedade anónima de responsabilidade limitada
- mútua de seguros

12 en el Reino Unido

- Incorporated companies limited by shares or by guarantee or unlimited
- societies registered under the Industrial and Provident Societies Acts
- societies registered under the Friendly Societies Act
- la asociación de suscriptores llamada Lloyd's.

ANEXO n.º 4: Disposiciones particulares para Suiza y para determinados Estados miembros de la Comunidad

No obstante lo dispuesto en el presente Acuerdo, las disposiciones particulares siguientes serán de aplicación en determinados Estados miembros de la Comunidad:

1 en Dinamarca

por lo que respecta al artículo 15:

Dinamarca podrá mantener las disposiciones legales que impongan restricciones a la libre disposición de los valores de activos constituidos por empresas de seguros para cubrir pensiones debidas en razón del seguro obligatorio contra accidentes de trabajo.

2 en Alemania

por lo que respecta al apartado 8.2:

Alemania podrá mantener la prohibición de acumular en su territorio el seguro de enfermedad con otros ramos.

por lo que respecta al artículo 15:

Alemania podrá mantener, en lo que se refiere a los seguros de enfermedad, con arreglo al apartado 2.3 del Protocolo n.º 1, las restricciones impuestas a libre disposición de activos, en la medida en que se haga depender la libre disposición de los activos que cubren las reservas matemáticas de un "Treuhänder".

3 En Luxemburgo

por lo que respecta a los apartados 20.1 y 20.3:

Luxemburgo podrá mantener su régimen de garantías relativo a las reservas técnicas existentes en el momento de la entrada en vigor del presente Acuerdo.

4 en el Reino Unido

por lo que respecta a la letra c) del apartado 10.1:

En lo que se refiere al Lloyd's, la comunicación del balance y de la cuenta de pérdidas y ganancias se sustituye por la obligación de presentar las cuentas globales anuales referentes a las operaciones de seguros, acompañadas de la prueba de que los certificados de los comisarios de cuentas han sido suministrados a cada asegurador, demostrando que las responsabilidades generadas por tales operaciones están enteramente cubiertas por el activo. Estos documentos deberán permitir a las autoridades de control tener una visión comparativa del estado de solvencia de la asociación.

por lo que respecta a la letra d) del apartado 10.1:

En lo que se refiere a Lloyd's, en caso de eventuales litigios en el país de asiento que deriven de compromisos suscritos, no deberán resultar para los asegurados dificultades mayores que si los litigios afectaren a empresas de tipo clásico. A tal efecto, las competencias del apoderado general deberán, en particular, cubrir el poder de ser llamado a juicio en tal concepto, con poder para obligar a los suscriptores afectados del Lloyd's.

ANEXO n^o 5: Métodos de cálculo de la reserva de estabilización en el ramo del seguro de crédito y condiciones de exención de la obligación de constituir dicha reserva

A. Métodos

Método n^o 1

- 1.1 Teniendo en cuenta los riesgos incluidos en el ramo 14 de la letra A del Protocolo n^o 1 (seguros de crédito) procede constituir una reserva de estabilización que servirá para compensar, al final del ejercicio, la pérdida técnica eventual en este ramo.
- 1.2 Mientras que no alcance el 150% del importe anual más alto de las primas o cuotas netas en el transcurso de los cinco ejercicios precedentes, esta reserva se alimentará durante cada ejercicio mediante una dotación del 75% sobre el excedente técnico eventual que aparece en el seguro de crédito; esta dotación no podrá exceder del 12% de las primas o cuotas netas.

Método n^o 2

- 2.1 Teniendo en cuenta los riesgos incluidos en el ramo 14 de la letra A del Protocolo n^o 1 (seguro de crédito), procede constituir una provisión de estabilización que servirá para compensar, al final del ejercicio, la pérdida técnica eventual en este ramo.
- 2.2 El importe mínimo de la provisión de estabilización será del 134% de la media de las primas o cuotas ingresadas anualmente en el transcurso de los cinco ejercicios precedentes después de restarle las cesiones y sumarle las aceptaciones de reaseguro.

- 2.3 Esta provisión se alimentará durante cada uno de los sucesivos ejercicios, mediante una dotación del 75% sobre el excedente técnico eventual que aparece en el ramo hasta el momento en que la provisión es igual o superior al mínimo calculado de conformidad con el apartado 2.2 del presente Anexo.
- 2.4 Los Estados miembros podrán establecer normas particulares de cálculo para el importe de la provisión y/o el importe de la dotación anual por encima de las cantidades mínimas fijadas en este Acuerdo.

Método nº 3

- 3.1 Para el ramo 14 de la letra A del Protocolo nº 1 (seguro de crédito) procede constituir una reserva de estabilización que servirá para compensar la tasa de siniestralidad superior a la media que aparezca en el ejercicio para este ramo.
- 3.2 Esta reserva de estabilización deberá calcularse según el siguiente método:

Todos los cálculos estarán en relación con los ingresos y los gastos por cuenta propia.

Para cada ejercicio, se deberá ingresar en la reserva de estabilización la cantidad de los bonus sobre siniestros, hasta que la reserva alcance o vuelva a alcanzar el importe teórico.

Hay bonus sobre siniestros cuando la tasa de siniestralidad del ejercicio sea inferior a la tasa media de siniestralidad del período de observación. El importe del bonus equivaldrá a la diferencia entre estas dos tasas multiplicadas por las primas imputables al ejercicio.

El importe teórico de la reserva será igual al séxtuplo de la desviación tipo entre las tasas de siniestralidad del período de observación y la tasa media de siniestralidad multiplicada por las primas imputables al ejercicio.

Si se produce un malus sobre siniestros en el transcurso de un ejercicio, el importe del malus se deducirá de la reserva de estabilización. Hay malus sobre siniestros cuando la tasa de siniestralidad del ejercicio sea superior a la tasa media de siniestralidad. El importe del malus equivaldrá a la diferencia entre estas dos tasas multiplicada por las primas imputables al ejercicio.

En cada ejercicio, e independientemente de la evolución de la siniestralidad, será necesario ingresar en la reserva de estabilización, en principio el 3,5% del importe teórico hasta que la reserva alcance o vuelva a alcanzar este importe.

La duración del período de observación deberá ser de 15 años como mínimo y de 30 años como máximo. Se podrá renunciar a la constitución de una reserva de estabilización cuando no se haya producido ninguna pérdida actuarial en el transcurso del período de observación.

El importe teórico de la reserva de estabilización y las dotaciones sobre esta reserva podrán disminuirse cuando la tasa media de siniestralidad en el transcurso del período de observación conjuntamente con la tasa de gastos muestre que las primas conllevan una carga de seguridad.

Método nº 4

- 4.1 Para el ramo 14 de la letra A del Protocolo nº 1 (seguro de crédito) procede constituir una reserva de estabilización que servirá para compensar la tasa de siniestralidad superior a la media que aparezca en el ejercicio para este ramo.

4.2 Esta reserva de estabilización deberá calcularse según el siguiente método:

Todos los cálculos estarán en relación con los ingresos y los gastos por cuenta propia.

Por cada ejercicio, se deberá ingresar en la reserva de estabilización la cantidad de los bonus sobre siniestros hasta que la reserva alcance o vuelva a alcanzar el importe teórico máximo.

Hay bonus sobre siniestros cuando la tasa de siniestralidad del ejercicio sea inferior a la tasa media de siniestralidad del período de observación. El importe del bonus equivaldrá a la diferencia entre estas dos tasas multiplicada por las primas imputables al ejercicio.

El importe teórico máximo de la reserva será igual al séxtuplo de la desviación tipo entre las tasas de siniestralidad del período de observación y la tasa media de siniestralidad multiplicada por las primas imputables al ejercicio.

Si se produce un malus sobre siniestros en el transcurso de un ejercicio, el importe del malus se deducirá sobre la reserva de estabilización, hasta que la reserva alcance el importe teórico mínimo. Hay malus sobre siniestros cuando la tasa de siniestralidad del ejercicio sea superior a la tasa media de siniestralidad. El importe del malus equivaldrá a la diferencia entre estas dos tasas multiplicada por las primas imputables al ejercicio.

El importe teórico mínimo de la reserva será igual al triple de la desviación tipo entre la tasa de siniestralidad del período de observación y la tasa media de siniestralidad multiplicada por las primas imputables al ejercicio.

La duración del período de observación deberá ser de 15 años como mínimo y de 30 años como máximo. Cada una de las Partes contratantes podrá renunciar a la constitución de una reserva de estabilización cuando no se haya producido ninguna pérdida actuarial en el transcurso del período de observación.

Los dos importes teóricos de la reserva de estabilización y los pagos o dotaciones podrán ser disminuidos si la tasa de siniestralidad, conjuntamente con la tasa de gastos, muestra que las primas suponen una carga de seguridad y que ésta es superior a 1,5 veces la media de siniestralidad del período de observación. En este caso dichos importes se multiplicarán por un coeficiente de 1,5 veces la media de la carga de seguridad.

B. Exención

Cada parte contratante podrá eximir de la obligación de constituir una reserva de estabilización en el ramo de seguros de crédito a los establecimientos cuyos ingresos de primas o de cuotas para este ramo sea inferior al 4% de sus ingresos totales de primas o de cuotas y a 2 500 000 ecus.

La relación entre el franco suizo y el ecu, así como los procedimientos necesarios para su definición a efectos del presente Anexo, se establecen en el Protocolo nº 3.

PROTOCOLO N^o 1: Margen de solvencia

Artículo 1: Definición del margen de solvencia

El margen de solvencia corresponde al patrimonio de la empresa, libre de todo compromiso previsible, deducción hecha de los elementos inmateriales. Comprende, en particular:

- el capital social desembolsado o, cuando se trate de mutualidades, el fondo inicial efectivo;
- la mitad de la fracción no desembolsada del capital social o del fondo inicial cuando la parte desembolsada alcance el 25% de tal capital o fondo;
- las reservas (legales y libres) que no correspondan a los compromisos;
- el saldo anterior de beneficios;
- las derramas de cuotas que las mutualidades y las sociedades de forma mutual, con cuotas variables, pueden exigir de sus asociados con cargo al ejercicio, hasta el límite de la mitad de la diferencia entre las cuotas máximas y las cuotas efectivamente percibidas; no obstante, las posibilidades de derrama no podrán representar más del 50% del margen;
- a petición y justificación de la empresa, y previo permiso de las autoridades de control interesadas de las Partes contratantes sobre cuyo territorio ejerza su actividad la empresa, las plusvalías resultantes de la infravaloración de elementos del activo y de la sobrevaloración de elementos del pasivo, en la medida en que tales plusvalías no tengan carácter excepcional.

La sobrevaloración de las reservas técnicas se determinará por referencia a su importe calculado por la empresa de acuerdo con la regulación nacional; no obstante, podrá computarse dentro del margen de solvencia, hasta el límite del 20%, un importe igual al 75% de la diferencia entre el importe de la reserva para riesgos en curso calculado a tanto alzado por empresa por aplicación de un porcentaje mínimo en relación a las primas y el importe que se habría obtenido calculando la reserva contrato por contrato, si la legislación aplicable permite optar entre estos dos métodos.

62

Artículo 2: Relación entre el margen de solvencia y el importe de las primas o la carga de los siniestros

- 2.1 El margen de solvencia se determinará con relación, bien al importe anual de las primas o cuotas, bien a la carga media de los siniestros en los tres últimos ejercicios sociales. Sin embargo, cuando la empresa sólo cubra esencialmente uno o varios de los riesgos de tempestad, granizo o helada, se tendrán en cuenta los siete últimos ejercicios sociales como período de referencia de la carga media de siniestrabilidad.
- 2.2 Sin perjuicio del artículo 3 del presente Protocolo, el importe del margen de solvencia deberá ser igual al mayor de los dos resultados siguientes:

primer resultado (en relación a las primas):

- se suman las primas o cuota emitidas en las operaciones directas en el curso del último ejercicio, imputables a todos los ejercicios, incluidas las accesorias,
- se añade el importe de las primas de reaseguro aceptados en el curso del último ejercicio,
- de ello se deduce el importe total de las primas o cuotas anuladas en el curso del último ejercicio, así como el importe total de los impuestos y gravámenes correspondientes a las primas o cuotas incluidas en la acumulación.

Tras haber distribuido el importe así obtenido en dos tramos, el primero de los cuales alcanzará los 10 millones de ecus y el segundo el resto, se calcularán los porcentajes del 18% y del 16%, respectivamente, sobre estos tramos y se adicionarán a ellos.

El primer resultado se obtendrá multiplicando la suma así obtenida por la relación existente, para el último ejercicio, entre el importe de los siniestros a cargo de la empresa tras la cesión en reaseguro y el importe bruto de los siniestros; tal relación no podrá ser, en ningún caso, inferior al 50%.

segundo resultado (con relación a los siniestros):

- se suman, sin deducir los siniestros a cargo de los cesionarios y retrocesionarios, los importes de los siniestros pagados por las operaciones directas en el curso de los períodos contemplados en el apartado 2.1 del presente Protocolo,
- se añade el importe de los siniestros pagados por razón de aceptaciones en reaseguro o en retrocesión en el curso de los mismos períodos,
- se añade el importe de las provisiones por siniestros pendientes de pago, constituidos al final del último ejercicio, tanto para las operaciones directas como para las aceptaciones en reaseguros,
- de ello se deduce el importe de los ingresos habidos en el curso de los períodos contemplados en el apartado 2.1 del presente Protocolo,
- se deduce el importe de las provisiones o reservas por siniestros pendientes de pago, constituidas al principio del segundo ejercicio que preceda al último ejercicio inventariado, tanto para las operaciones directas como para las aceptaciones en reaseguro.

Tras haber repartido la tercera o séptima parte, según el período de referencia contemplado, de conformidad con el apartado 2.1 del presente Protocolo, del importe así obtenido en dos tramos, el primero de los cuales alcanzará 7 millones de ecus y el segundo de los cuales comprenderá el resto, se calculan las fracciones del 26% y del 23%, respectivamente, sobre ambos tramos y se suman.

El segundo resultado se obtendrá multiplicando la suma obtenida por la relación existente, para el último ejercicio, entre el importe de los siniestros a cargo de la empresa tras la cesión en reaseguro y el importe bruto de los siniestros; tal relación no podrá ser, en ningún caso, inferior al 50%.

2.3 Las fracciones aplicables a los tramos contemplados en el apartado 2.2 del presente Protocolo se reducirán a un tercio en lo que se refiere al seguro de enfermedad administrado siguiendo una técnica asimilada a la del seguro de vida, cuando:

- las primas percibidas se calculen basándose en tablas de morbilidad según los métodos matemáticos aplicados en materia de seguro,
- se constituya una reserva de envejecimiento,
- se perciba un suplemento de prima para constituir un margen de seguridad de un importe apropiado,
- el asegurador sólo pueda rescindir el contrato, a más tardar, con anterioridad al vencimiento del tercer año del seguro,
- el contrato prevea la posibilidad de aumentar las primas o reducir las prestaciones incluso para los contratos en curso.

2.4 En el caso del Lloyd's, en el que el cálculo del primer resultado con relación a las primas, contemplado en el apartado 2.2 del presente Protocolo, se efectúa partiendo de las primas netas, éstas se multiplicarán por un porcentaje a tanto alzado cuyo importe se fijará anualmente y se determinará por la autoridad de control del país del domicilio social. Este porcentaje a tanto alzado deberá calcularse a partir de los elementos estadísticos más recientes, en particular los que conciernen a las comisiones pagadas.

Estos elementos, así como el cálculo efectuado, se comunicarán a las autoridades de control de Suiza si el Lloyd's estuviera establecido allí.

- 2.5 En el caso de riesgos clasificados en el ramo 18 del punto A del Anexo nº 1, el importe de los siniestros pagados que se incluirán en el cálculo del segundo resultado será el coste resultante para la empresa de la intervención de asistencia efectuada. Dicho coste se calculará de acuerdo con las disposiciones nacionales de la Parte contratante en cuyo territorio tenga la empresa su sede social.

Artículo 3: El fondo de garantía

3.1 El tercio del margen de solvencia constituirá el fondo de garantía.

3.2 No obstante, el fondo de garantía no podrá ser inferior a:

- 400 000 ecus, si se trata de riesgos o de una parte de los riesgos comprendidos en el ramo 14 de la letra A del Anexo nº 1. Esta disposición será aplicable a toda empresa cuyo importe anual de primas o cuotas emitidas en este ramo para cada uno de los tres últimos ejercicios sobrepase 2 500 000 ecus o el 4% del importe global de las primas o cuotas emitidas por dicha empresa,
- 400 000 ecus, si se trata de riesgos o de una parte de los riesgos comprendidos en uno de los ramos clasificados en la letra A del Anexo nº 1, en los números 10, 11, 12, 13 y 15 y, en caso de no aplicación del primer guión, en el número 14,
- 300 000 ecus, si se trata de riesgos o de una parte de los riesgos comprendidos en uno de los ramos clasificados en la letra A del Anexo nº 1, en los números 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 16 y 18,
- 200 000 ecus si se trata de riesgos o de una parte de los riesgos comprendidos en uno de los ramos clasificados en la letra A del Anexo nº 1, en los números 9 y 17.

- 3.3 Si la actividad de la empresa se extiende a varios ramos o a varios riesgos, sólo se tomará en consideración el ramo o el riesgo que exija el importe más elevado.
- 3.4 Cada Parte contratante podrá prever la reducción en una cuarta parte del mínimo del fondo de garantía para las mutualidades y las sociedades de forma mutua.
- 3.5. Cuando una empresa deba, de conformidad con el primer guión, elevar el fondo de garantía a 1 400 000 ecus, la Parte contratante afectada dejará a dicha empresa:
- un plazo de 3 años para elevar su fondo hasta 1 000 000 de ecus,
 - un plazo de 5 años para elevar su fondo hasta 1 200 000 ecus,
 - un plazo de 7 años para elevar su fondo hasta 1 400 000 ecus,

Estos plazos comenzarán a contar a partir de la fecha en que se hayan cumplido las condiciones del primer guión del apartado 3.2 del presente Protocolo.

Artículo 4: Relación entre el franco suizo y el ecu

La relación entre el franco suizo y el ecu, así como los procedimientos necesarios para su definición a efectos del presente Protocolo, se establecen en el Protocolo nº 3.

PROTOCOLO N^o 2: Programa de actividades

Artículo 1: Contenido del programa

El programa de actividades de la agencia o sucursal deberá contener las indicaciones o justificaciones referentes a:

- a) la naturaleza de los riesgos que la empresa se proponga cubrir,
- b) las condiciones generales y especiales de las pólizas de seguros que se proponga utilizar,
- c) las tarifas que la empresa pretenda aplicar para cada categoría de operaciones,
- d) los principios rectores en materia de reaseguro,
- e) el estudio del margen de solvencia de la empresa, contemplado en el Protocolo n^o 1,
- f) las previsiones de gastos de instalación de los servicios administrativos y de la red de producción y los medios financieros destinados a afrontarlos; y, si los riesgos que hay que cubrir estuvieren clasificados en el ramo 18 del punto A del Anexo n^o 1, los medios de que disponga la empresa para prestar la asistencia prometida.

y, además, para los tres primeros ejercicios sociales:

- g) las previsiones relativas a los gastos de gestión,
- h) las previsiones relativas a las primas o cuotas y a los siniestros por razón de nuevas actividades,
- i) la situación probable de tesorería de la agencia o sucursal.

Artículo 2: Excepciones

2.1 No se exigirán las condiciones contempladas en las letras b) y c) del artículo 1 del presente Protocolo, si se trata de los riesgos siguientes (grandes riesgos):

- a) los riesgos clasificados en los ramos 4, 5, 6, 7, 11 y 12 de la letra A del Anexo nº 1;
- b) los riesgos clasificados en los ramos 14 y 15 de la letra A del Anexo nº 1 cuando el tomador ejerza a título profesional una actividad industrial, comercial o liberal y el riesgo se refiere a dicha actividad;
- c) los riesgos clasificados en los ramos 8, 9, 13 y 16 de la letra A del Anexo nº 1 siempre que el tomador supere los límites de al menos dos de los tres criterios siguientes:

Primera etapa: hasta el 31 de diciembre de 1992;

- total del balance: 12,4 millones de ecus,
- importe neto del volumen de negocios: 24 millones de ecus,
- número medio de empleados durante el ejercicio: 500.

Segunda etapa: a partir del 1 de enero de 1993:

- total del balance: 6,2 millones de ecus,
- importe neto del volumen de negocios: 12,8 millones de ecus,
- número medio de empleados durante el ejercicio: 250.

Si el tomador del seguro formara parte de un conjunto de empresas cuyo balance consolidado se establece con arreglo al derecho de la Parte contratante a la que pertenece, los criterios mencionados anteriormente se aplicarán sobre la base del balance consolidado.

71

Cada Parte contratante podrá añadir a la categoría mencionada en el punto c) los riesgos asegurados por asociaciones profesionales, empresas conjuntas y asociaciones de carácter temporal.

- 2.2 No obstante, en Suiza, las indicaciones contempladas en las letras b) y c) del artículo 1 del presente Protocolo podrán exigirse para los riesgos clasificados en el ramo 12 de la letra A del Anexo nº 1, siempre que se trate de vehículos lacustres o fluviales.

PROTOCOLO Nº 3: Relación entre el franco suizo y el ecu

Artículo 1: Ecu

A los efectos del presente Acuerdo la definición del ecu será la establecida por las Instancias competentes de la Comunidad.

Artículo 2: Relación entre las monedas nacionales y el ecu

- 2.1 En la medida en que los importes en ecus mencionados en el presente Acuerdo deban ser convertidos en moneda nacional con el fin de permitir a las autoridades de control la aplicación directa de las disposiciones del Acuerdo, la conversión se hará de acuerdo con las normas establecidas en los apartados 2.2 y 2.3 del presente Protocolo.
- 2.2 Por lo que respecta a la conversión de los importes en ecus a moneda nacional, serán de aplicación las normas definidas por las Instancias competentes de la Comunidad.
- 2.3 A los efectos del presente Acuerdo, el contravalor en francos suizos de los importes en ecus corresponderá a la relación entre 1 ecu = 1,83* francos suizos.

Artículo 3: Modificación de la relación entre el ecu y el franco suizo

- 3.1 La relación entre el ecu y el franco suizo mencionada en el apartado 2.3 se reexaminará cada año en función de los siguientes elementos: si el contravalor del ecu en francos suizos fijado por la Banque Nationale Suisse para el último día laborable del mes de octubre varía en un 10% a la alza o a la baja respecto de la relación establecida por el presente Acuerdo, dicha relación será adaptada en consecuencia, con efectos a partir del 1 de enero siguiente.
- 3.2 El Comité mixto mencionado en el artículo 37 podrá adoptar, en caso necesario, cualquier otra medida de adaptación.

* Esta cifra tiene carácter indicativo. La relación ecu/franco suizo se fijará la víspera de la firma del Acuerdo.

PROTOCOLO N^o 4: Agencias y sucursales dependientes de empresas cuyo domicilio social esté situado fuera de los territorios en los que es aplicable el presente Acuerdo

Artículo 1: Condiciones de autorización

Con respecto a una empresa cuyo domicilio social esté situado fuera de los territorios en los que es aplicable el presente Acuerdo según el artículo 43, cada Parte contratante podrá otorgar autorización para la apertura, en su territorio, de una agencia o sucursal, si la empresa solicitante responde al menos a las siguientes condiciones:

- a) hallarse habilitada para practicar operaciones de seguro, en virtud de la legislación nacional de que dependa;
- b) crear una agencia o sucursal en el territorio de la Parte contratante afectada;
- c) comprometerse a establecer en el domicilio de la agencia o sucursal una contabilidad propia para la actividad que ejerza, así como a mantener los documentos relativos a las operaciones contratadas;
- d) designar un apoderado general que deberá estar autorizado por la autoridad de control;
- e) disponer, en el país de explotación, de activos por un importe igual, al menos, a la mitad del mínimo establecido en el apartado 3.2 del Protocolo n^o 1 para el fondo de garantía y depositar la cuarta parte de este mínimo en concepto de fianza;
- f) obligarse a poseer un margen de solvencia con arreglo al artículo 3 del presente Protocolo;
- g) presentar un programa de actividades de conformidad con la letra c) del apartado 9.1 del Acuerdo, y con el Protocolo n^o 2. En lo que se refiere al balance y la cuenta de ganancias y pérdidas que deberán acompañar al programa de actividades, cada Parte contratante podrá, si sus disposiciones en vigor lo permiten, exigir que una empresa que cuente menos de tres ejercicios sociales no los suministre sino para los ejercicios cerrados.

Artículo 2: Reservas técnicas

Por razón de este Protocolo, cada Parte contratante aplicará, a las agencias o sucursales creadas en su territorio, en cuanto se refiere a las reservas técnicas, un régimen que no podrá ser más favorable que el previsto en los artículos 19, 20 y 21. Por excepción a la segunda frase del apartado 20.1, exigirá que los activos representativos de las reservas técnicas estén localizados en el territorio competencia de la autoridad de control de la Parte contratante afectada.

Artículo 3: Margen de solvencia

- 3.1 Por razón de este Protocolo, cada Parte contratante impondrá a las agencias y sucursales creadas en su territorio que dispongan de un margen de solvencia constituido por activos libres de todo compromiso previsible, deducción hecha de los elementos inmateriales. El margen se calculará de conformidad con los apartados 2.2 y 2.3 del Protocolo nº 1. No obstante, para el cálculo de este margen, tan sólo las primas o cotizaciones y los siniestros que resulten de las operaciones realizadas por la agencia o sucursal serán tomados en consideración.
- 3.2 El tercio del margen de solvencia constituirá el fondo de garantía. Este fondo de garantía no podrá ser inferior a la mitad del mínimo previsto en el apartado 3.2 del Protocolo nº 1. La fianza inicial depositada de conformidad con la letra e) del artículo 1 del presente Protocolo será imputada en él.
- 3.3 Los activos representativos del margen de solvencia deberán estar localizados en el territorio competencia de la autoridad de control de la Parte contratante afectada.
- 3.4 La Comunidad podrá permitir facilidades a las empresas que mantengan agencias o sucursales en diferentes Estados miembros, con vistas a facilitar su control.

Artículo 4: Control y restablecimiento de la situación financiera

El apartado 17.3 y el artículo 18, serán mutatis mutandis aplicables a las agencias y sucursales de las empresas contempladas en el presente Protocolo.

Artículo 5: Acuerdos con terceros Estados

Cada Parte contratante podrá, en sus acuerdos celebrados con uno o varios terceros Estados, convenir la aplicación de disposiciones diferentes de las previstas en el presente Protocolo, asegurando ante todo, en condiciones de reciprocidad, la protección de sus asegurados.

INTERCAMBIO DE CARTAS Nº 1: Principio de no discriminación

Delegación de la
Comisión de las Comunidades
Europeas

Bruselas, 26 de Julio de 1989

Señor Jefe de la Delegación:

Con referencia al Acuerdo entre la Comunidad y Suiza, suscrito hoy, tengo el honor de confirmarle que la obligación de no discriminación, contemplada en su artículo 5, concierne exclusivamente al acceso a la actividad del seguro directo y a su ejercicio en el territorio sometido a la autoridad de control que concede la autorización, e incumbe igualmente a los Estados miembros de la Comunidad en el ejercicio de su poder de legislar en los ámbitos cubiertos por dicho Acuerdo.

Le ruego que tome nota de esta comunicación y que acepte, Señor Jefe de Delegación, el testimonio de mi consideración más distinguida.

El Jefe de la Delegación de
la Comisión de las Comunidades Europeas

(Geoffrey Fitchew)

Señor Embajador Franz Blankart
Jefe de la Delegación Suiza

Berna

Berna, 26 de julio de 1989

Señor Jefe de la Delegación:

Tengo el honor de acusar recibo de su carta de fecha de hoy, cuyo texto es el siguiente:

"Con referencia al Acuerdo entre la Comunidad y Suiza, suscrito hoy, tengo el honor de confirmarle que la obligación de no discriminación, contemplada en su artículo 5, concierne exclusivamente al acceso a la actividad del seguro directo y a su ejercicio en el territorio sometido a la autoridad de control que concede la autorización, e incumbe igualmente a los Estados miembros de la Comunidad en el ejercicio de su poder de legislar en los ámbitos cubiertos por dicho Acuerdo."

Tomo nota de esta comunicación, al tiempo que le ruego acepte, Señor Jefe de Delegación, la expresión de mi distinguida consideración.

El Jefe de la Delegación Suiza
(Franz Blankart)

Señor Director General Geoffrey Fitchew
Jefe de la Delegación de la
Comisión de las Comunidades Europeas

Bruselas

78

INTERCAMBIO DE CARTAS No 2: Campo de aplicación del Acuerdo

Delegación de la
Comisión de las Comunidades
Europeas

Bruselas, 26 de Julio 1989

Señor Jefe de la Delegación,

Con referencia al Acuerdo entre la Comunidad y Suiza, suscrito hoy, tengo el honor de recordarle que, a tenor de lo convenido, el apartado 8.1 se entenderá sin perjuicio de las disposiciones en vigor en cada una de las Partes contratantes en cuanto a la posibilidad para una empresa aseguradora de cubrir los riesgos situados fuera del territorio competencia de la autoridad que otorga la autorización.

Le ruego me confirme cuanto antecede y que acepte, Señor Jefe de Delegación, el testimonio de mi consideración más distinguida.

El Jefe de la Delegación
de la Comisión de las Comunidades Europeas

(Geoffrey Fitchew)

Señor Secretario de Estado Franz Blankart
Jefe de la Delegación Suiza

Berna

Berna, 26 de Julio 1989

Señor Jefe de la Delegación:

Tengo el honor de acusar recibo de su carta de fecha de hoy, cuyo texto es el siguiente:

"Con referencia al Acuerdo entre la Comunidad y Suiza, suscrito hoy, tengo el honor de recordarle que, a tenor de lo convenido, el apartado 8.1 se entenderá sin perjuicio de las disposiciones en vigor en cada una de las Partes contratantes en cuanto a la posibilidad para una empresa aseguradora de cubrir los riesgos situados fuera del territorio competencia de la autoridad que otorga la autorización."

Tomo nota de esta comunicación, al tiempo que le ruego acepte, Señor Jefe de Delegación, el testimonio de mi consideración más distinguida.

El Jefe de la Delegación Suiza

(Franz Blankart)

Señor Director General
Geoffrey Fitchew
Jefe de la Delegación de la
Comisión de las Comunidades
Europeas

Bruselas

INTERCAMBIO DE CARTAS N.º 3: Apoderado general

Berna, 25 de Junio de 1982

Señor Jefe de Delegación:

Con referencia al Acuerdo entre Suiza y la Comunidad, suscrito hoy, tengo el honor de precisar que éste no es obstáculo para que el apoderado general, mencionado en la letra d) del apartado 10.1, así como en el apartado 11.4 y en la letra d) del artículo 1 del Protocolo n.º 4, deba asumir la dirección efectiva de la agencia o de la sucursal para el conjunto de las operaciones que éstas tengan la intención de hacer en el territorio incluido en la competencia de la autoridad de control ante la cual se haya solicitado la autorización.

Le ruego me confirme cuanto antecede y que acepte, Señor Jefe de Delegación, la expresión de mi consideración distinguida.

El Jefe de la Delegación Suiza
(Franz Blankart)

Señor Director Gérard Imbert
Jefe de la Delegación de la
Comisión de las Comunidades Europeas

Bruselas

Delegación de la
Comisión de las Comunidades
Europeas

Bruselas, 25 de junio de 1982

Señor Jefe de Delegación:

Tengo el honor de acusar recibo de su carta de hoy, cuyo texto es el siguiente:

"Con referencia al Acuerdo entre Suiza y la Comunidad, suscrito hoy, tengo el honor de precisar que éste no es obstáculo para que el apoderado general, mencionado en la letra d) del apartado 10.1, así como en el apartado 11.4 y en la letra d) del artículo 1 del Protocolo nº 4, deba asumir la dirección efectiva de la agencia o de la sucursal para el conjunto de las operaciones que éstas tengan la intención de hacer en el territorio incluido en la competencia de la autoridad de control ante la cual se haya solicitado la autorización."

Le confirmo cuanto antecede, al tiempo que le ruego acepte, Señor Jefe de Delegación, la expresión de mi consideración distinguida.

El Jefe de la Delegación
de la Comisión de las Comunidades Europeas

(Gérard Imbert)

Señor Embajador Franz Blankart
Jefe de la Delegación Suiza

Berna

INTERCAMBIO DE CARTAS Nº 4: Afectación al fondo de seguridad suizo de inmuebles de propiedad directa de empresas de seguros

Berna, 25 de junio de 1982

Señor Jefe de Delegación:

Tengo el honor de informarle de que, con referencia al Acuerdo entre Suiza y la Comunidad, suscrito hoy, Suiza se reserva la posibilidad, en cuanto se refiere a la afectación al fondo de seguridad de inmuebles propiedad directa de empresas, de proceder a la inscripción de dichos inmuebles en el registro del fondo de seguridad mantenido por la empresa, así como a una anotación referente a ella en el registro de restricción del derecho de enajenar, lo que en derecho suizo no constituye una inscripción de hipoteca.

Le ruego me confirme que comparte Vd. mi opinión según la cual tal procedimiento no está en contradicción con los apartados 11.2 y 20.3 de dicho Acuerdo.

Reciba, Señor Jefe de la Delegación, el testimonio de mi consideración más distinguida.

El Jefe de la Delegación Suiza
(Franz Blankart)

Señor Director Gérard Imbert
Jefe de la Delegación de la
Comisión de las Comunidades Europeas

Bruselas

Delegación de la
Comisión de las Comunidades
Europeas

Bruselas, 25 de junio de 1982

Señor Jefe de la Delegación:

Tengo el honor de acusar recibo de su carta de fecha de hoy, cuyo texto es el siguiente:

"Tengo el honor de informarle de que, con referencia al Acuerdo entre Suiza y la Comunidad, suscrito hoy, Suiza se reserva la posibilidad, en cuanto se refiere a la afectación al fondo de seguridad de inmuebles propiedad directa de empresas, de proceder a la inscripción de dichos inmuebles en el registro del fondo de seguridad mantenido por la empresa, así como a una anotación referente a ella en el registro de restricción del derecho de enajenar, lo que en derecho suizo no constituye una inscripción de hipoteca."

Le confirmo que comparto su opinión de que tal procedimiento no está en contradicción con los apartados 11.2 y 20.3 de dicho Acuerdo.

Reciba, Señor Jefe de Delegación, el testimonio de mi consideración más distinguida.

El Jefe de la Delegación
de la Comisión de las Comunidades Europeas
(Gérard Imbert)

Señor Embajador Franz Blankart
Jefe de la Delegación Suiza

Berna

INTERCAMBIO DE CARTAS Nº 5: Principios de Inversión

Berna, 25 de Junio de 1982

Señor Jefe de Delegación:

Con referencia al Acuerdo entre Suiza y la Comunidad, suscrito hoy, tengo el honor de precisar, a propósito de los activos contemplados en el artículo 15, que dicho Acuerdo no constituye obstáculo a que la autoridad de control contemple la posibilidad de intervenir en casos particulares cuando la elección de los activos hecha sea capaz de poner en grave peligro la seguridad financiera de la empresa o de disminuir su grado de liquidez.

Le ruego tenga a bien confirmarme lo escrito más arriba y recibir, Señor Jefe de Delegación, el testimonio de mi distinguida consideración.

El Jefe de la Delegación Suiza
(Franz Blankart)

Señor Director Gérard Imbert
Jefe de la Delegación de la
Comisión de las Comunidades Europeas

Bruselas

Delegación de la
Comisión de las Comunidades
Europeas

Bruselas, 25 de junio de 1982

Señor Jefe de Delegación:

Tengo el honor de acusar recibo de su carta de hoy, que reza de la siguiente manera:

"Con referencia al Acuerdo entre Suiza y la Comunidad, suscrito hoy, tengo el honor de precisar, a propósito de los activos contemplados en el artículo 15, que dicho Acuerdo no constituye obstáculo a que la autoridad de control contemple la posibilidad de intervenir en casos particulares cuando la elección de los activos hecha sea capaz de poner en grave peligro la seguridad financiera de la empresa o de disminuir su grado de liquidez."

Le confirmo lo que precede y le ruego reciba, Señor Jefe de Delegación, el testimonio de mi distinguida consideración.

El Jefe de la Delegación
de la Comisión de las Comunidades Europeas
(Gérard Imbert)

Señor Embajador Franz Blankart
Jefe de la Delegación Suiza

Berna

INTERCAMBIO DE CARTAS Nº 6: Catálogo suizo de los ramos de seguro

Berna, 25 de junio de 1982

Señor Jefe de Delegación:

Tengo el honor de informarle de que, con referencia al Acuerdo entre Suiza y la Comunidad, suscrito hoy, Suiza continuará aplicando con respecto a los domicilios sociales, agencias y sucursales establecidos en su territorio su "Catálogo de los ramos de seguro" para la presentación de cuentas y estadísticas. Esta observación vale también para el informe de la oficina federal de seguros privados sobre "Las empresas de seguros privados en Suiza". Por el contrario, la "Clasificación de los riesgos por ramos" descrita en la letra A del Anexo nº 1 de dicho Acuerdo, será aplicable para la especificación de los ramos desde la solicitud de autorización, así como para la apreciación de la necesidad de aprobación de las condiciones generales y especiales de las pólizas de seguros y de las tarifas.

Esto no excluye que Suiza examine, en una fecha posterior, la posibilidad de aplicar íntegramente la "clasificación" arriba mencionada. Tal decisión sería notificada a la Comunidad por vía diplomática.

Se entiende que el "Catálogo de los ramos de seguros" cubre el mismo campo de aplicación que la "Clasificación de los riesgos por ramos". La comparación entre los dos tipos de clasificación se presenta del modo siguiente:

Señor Director Gérard Imbert
Jefe de la Delegación de la
Comisión de las Comunidades Europeas

Bruselas

Catálogo de los ramos de seguros
en Suiza

Atribución de los ramos de seguros según la
clasificación del Anexo nº 1

1. Accidentes	A. 1
2. Responsabilidad civil	A. 10, 11, 12, 13
3. Incendios y elementos naturales	A. 8
4. Transportes	A. 4, 6, 7
5. Vehículos	A. 3, 5
6. Pedrisco)
7. Animales)
8. Robo)
9. Rotura de cristales) A. 9
10. Daños por agua)
11. Máquinas)
12. Joyas)
13. Caución	A. 15
14. Crédito	A. 14
15. Defensa jurídica	A. 17
16. Enfermedad	A. 2
17. Lluvia)
18. Seguros especiales) A. 16, 18

Le ruego tome nota de la presente comunicación y reciba, Señor Jefe de Delegación, el testimonio de mi consideración más distinguida.

El Jefe de la Delegación Suiza
(Franz Blankart)

Delegación de la
Comisión de las Comunidades
Europeas

Bruselas, 25 de Junio de 1982

Señor Jefe de Delegación:

Tengo el honor de acusar recibo de su carta de fecha de hoy, cuyo texto es el siguiente:

"Tengo el honor de informarle de que, con referencia al Acuerdo entre Suiza y la Comunidad, suscrito hoy, Suiza continuará aplicando con respecto a los domicilios sociales, agencias y sucursales establecidos en su territorio su "Catálogo de los ramos de seguro" para la presentación de cuentas y estadísticas. Esta observación vale también para el Informe de la oficina federal de seguros privados sobre "Las empresas de seguros privados en Suiza". Por el contrario, la "Clasificación de los riesgos por ramos" descrita en la letra A del Anexo nº 1 de dicho Acuerdo, será aplicable para la especificación de los ramos desde la solicitud de autorización, así como para la apreciación de la necesidad de aprobación de las condiciones generales y especiales de las pólizas de seguros y de las tarifas.

Esto no excluye que Suiza examine, en una fecha posterior, la posibilidad de aplicar íntegramente la "clasificación" arriba mencionada. Tal decisión sería notificada a la Comunidad por vía diplomática.

Se entiende que el "Catálogo de los ramos de seguros" cubre el mismo campo de aplicación que la "Clasificación de los riesgos por ramos". La comparación entre los dos tipos de clasificación se presenta del modo siguiente:

Señor Embajador Franz Blankart
Jefe de la Delegación suiza
Berna

Catálogo de los ramos de seguros
en Suiza

Atribución de seguros según la
clasificación del Anexo nº 1

1. Accidentes	A. 1
2. Responsabilidad civil	A. 10, 11, 12, 13
3. Incendios y elementos naturales	A. 8
4. Transportes	A. 4, 6, 7
5. Vehículos	A. 3, 5
6. Pedrisco)
7. Animales)
8. Robo)
9. Rotura de cristales) A. 9
10. Daños por agua)
11. Máquinas)
12. Joyas)
13. Caución	A. 15
14. Crédito	A. 14
15. Defensa jurídica	A. 17
16. Enfermedad	A. 2
17. Lluvia)
18. Seguros especiales) A. 16, 18"

He tomado nota de esta comunicación y le ruego reciba, Señor Jefe de Delegación, el testimonio de mi consideración más distinguida.

El Jefe de la Delegación
de la Comisión de las Comunidades Europeas

(Gérard Imbert)

INTERCAMBIO DE CARTAS Nº 7: Capital social de las empresas de seguros

Berna, 25 de junio de 1982

Señor Jefe de Delegación:

Con referencia al Acuerdo entre Suiza y la Comunidad, suscrito hoy, tengo el honor de recordarle nuestro acuerdo según el cual las disposiciones a propósito del mínimo del margen de solvencia, calculado de conformidad con el apartado 2.2 del Protocolo nº 1, así como del mínimo del fondo de garantía, contemplado en el apartado en el apartado 3.2 del mismo Protocolo, no afectan a las disposiciones o a la práctica de las Partes contratantes en cuanto a las exigencias relativas al capital social de la empresa.

Le ruego tenga a bien confirmarme lo escrito más arriba y recibir, Señor Jefe de Delegación, el testimonio de mi consideración más distinguida.

El Jefe de la Delegación Suiza

(Franz Blankart)

Señor Director Gérard Imbert
Jefe de la Delegación de la
Comisión de las Comunidades Europeas
Bruselas

Delegación de la
Comisión de las Comunidades
Europeas

Berna, 25 de Junio de 1982

Señor Jefe de Delegación:

Tengo el honor de acusar recibo de su carta de fecha de hoy que reza como sigue:

"Con referencia al Acuerdo entre Suiza y la Comunidad, suscrito hoy, tengo el honor de recordarle nuestro acuerdo según el cual las disposiciones a propósito del mínimo del margen de solvencia, calculado de conformidad con el apartado 2.2 del Protocolo nº 1, así como del mínimo del fondo de garantía, contemplado en el apartado en el apartado 3.2 del mismo Protocolo, no afectan a las disposiciones o a la práctica de las Partes contratantes en cuanto a las exigencias relativas al capital social de la empresa."

Le confirmo lo que precede y le ruego reciba, Señor Jefe de Delegación, el testimonio de mi consideración más distinguida.

El Jefe de la Delegación
de la Comisión de las Comunidades Europeas

(Gérard Imbert)

Señor Embajador Franz Blankart
Jefe de la Delegación suiza
Berna

INTERCAMBIO DE CARTAS Nº 8: Régimen transitorio para la asistencia

Delegación de la
Comisión de las Comunidades
Europeas

Bruselas, 26 de julio 1989

Señor Jefe de Delegación:

Con referencia al Acuerdo entre la Comunidad y Suiza, suscrito hoy, tengo el honor de recordarle que, a tenor de nuestro principio de acuerdo, los Estados miembros de la Comunidad podrán conceder un plazo de cinco años a las empresas que a 12 de diciembre de 1984 practicaban únicamente en su territorio una actividad de asistencia, para su adaptación a las condiciones del artículo 16 del presente Acuerdo.

Los Estados miembros pueden conceder a las empresas que, transcurrido el plazo de cinco años, no hayan constituido íntegramente el margen de solvencia, un plazo suplementario, que no podrá exceder de dos años, siempre que, con arreglo al artículo 18 del presente Acuerdo, hayan sometido a la aprobación de la autoridad de control las medidas que se proponen adoptar para alcanzarlo.

Cualquier empresa contemplada en el apartado anterior que desee extender su actividad a otros ramos o, en el caso contemplado en el apartado 8.1 del presente Acuerdo, a otra parte del territorio, únicamente podrá hacerlo si cumple el presente Acuerdo.

Además, hasta el 12 de diciembre de 1992, la condición citada en el apartado 5 de la letra B del Anexo nº 2 del presente Acuerdo de que el accidente o la avería hayan sobrevenido en el territorio de la Parte contratante en la que está establecido el prestador de la garantía no se aplicará a las operaciones mencionadas en el tercer guión de dicho apartado cuando sean efectuadas por el ELPA (Club Automovilístico y Turístico de Grecia).

Le ruego me confirme cuanto antecede y que acepte, Señor Jefe de Delegación, el testimonio de mi consideración más distinguida.

El Jefe de la Delegación de la
Comisión de las Comunidades Europeas

(Geoffrey Fitchew)

Señor Embajador Franz Blankart
Jefe de la Delegación Suiza

Berna

Berna, 26 de julio 1989

Señor Jefe de Delegación:

Tengo el honor de acusar recibo de su carta de fecha de hoy, cuyo texto es el siguiente:

"Con referencia al Acuerdo entre la Comunidad y Suiza, suscrito hoy, tengo el honor de recordarle que, a tenor de nuestro principio de acuerdo, los Estados miembros de la Comunidad podrán conceder un plazo de cinco años a las empresas que a 12 de diciembre de 1984 practicaban únicamente en su territorio una actividad de asistencia, para su adaptación a las condiciones del artículo 15 del presente Acuerdo.

Los Estados miembros pueden conceder a las empresas que, transcurrido el plazo de cinco años, no hayan consituido íntegramente el margen de solvencia, un plazo suplementario, que no podrá exceder de dos años, siempre que, con arreglo al artículo 17 del presente Acuerdo, hayan sometido a la aprobación de la autoridad de control las medidas que se proponen adoptar para alcanzarlo.

Cualquier empresa contemplada en el apartado anterior que desee extender su actividad a otros ramos o, en el caso contemplado en el primer párrafo del apartado 7.1 del presente Acuerdo, a otra parte del territorio, únicamente podrá hacerlo si cumple el presente Acuerdo.

Además, hasta el 12 de diciembre de 1992, la condición citada en el apartado 5 de la letra B del Anexo nº 2 del presente Acuerdo de que el accidente o la avería hayan sobrevenido en el territorio de la Parte contratante en la que está establecido el prestador de la garantía no se aplicará a las operaciones mencionadas en el tercer guión de dicho apartado cuando sean efectuadas por el ELPA (Club Automovilístico y Turístico de Grecia).

Le confirmo cuanto antecede y le ruego acepte, Señor Jefe de Delegación, el testimonio de mi consideración más distinguida.

El Jefe de la Delegación Suiza

(Franz Blankart)

Señor Director General
Geoffrey Fitchew
Jefe de la Delegación de la
Comisión de las Comunidades Europeas

Bruselas

75

INTERCAMBIO DE CARTAS Nº 9: Régimen transitorio para los grandes riesgos contemplados en el apartado 2.1 del Protocolo nº 2

Delegación de la Comisión
de las Comunidades Europeas

Bruselas, 26 de julio 1989

Señor Jefe de Delegación:

Con referencia al Acuerdo entre la Comunidad y Suiza, suscrito hoy, tengo el honor de recordarle que, a tenor de lo convenido, Grecia, Irlanda, España y Portugal se beneficiarán del siguiente régimen transitorio por lo que respecta a los grandes riesgos mencionados en el apartado 2.1 del Protocolo nº 2 del presente Acuerdo:

- a) Hasta el 31 de diciembre de 1992, estos Estados podrán someter todos los riesgos al régimen aplicable a los riesgos que no sean los definidos en el apartado 2.1 del Protocolo nº 2 del presente Acuerdo.
- b) Desde el 1 de enero de 1993 y hasta el 31 de diciembre de 1994, el régimen de grandes riesgos se aplicará a los riesgos definidos en las letras b) y c) del apartado 2.1 del Protocolo nº 2 del presente Acuerdo; para los riesgos definidos en la letra c) del mismo apartado, dichos Estados miembros fijarán los umbrales a aplicar.
- c) España
 - desde el 1 de enero de 1995 y hasta el 31 de diciembre de 1996 serán aplicables los umbrales de la primera etapa fijados en la letra c) del apartado 2.1 del Protocolo nº 2 del presente Acuerdo.
 - a partir del 1 de enero de 1997 serán aplicables los umbrales de la segunda etapa,

d) Portugal, Irlanda y Grecia

- desde el 1 de enero de 1995 y hasta el 31 de diciembre de 1998 los umbrales de la primera etapa fijados en la letra e) del apartado 2.1 del Protocolo nº 2 del presente Acuerdo serán de aplicación;
- a partir del 1 de enero de 1999 los umbrales de la segunda etapa serán de aplicación.

La excepción acordada desde el 1 de enero de 1995 se aplicará solamente a los contratos que cubran los riesgos clasificados en los ramos 8, 9, 13 y 16 de la letra A del Anexo nº 1 localizados exclusivamente en uno de los cuatro Estados miembros de la Comunidad que se benefician de estas disposiciones.

Le ruego me confirme cuanto antecede y que acepte, Señor Jefe de Delegación, el testimonio de mi consideración más distinguida.

El Jefe de la Delegación de la Comisión
de las Comunidades Europeas

(Geoffrey Fitchew)

Señor Secretario de Estado Franz Blankart
Jefe de la Delegación Suiza

Berna

Berna, 26 de Julio 1989

Señor Jefe de la Delegación:

Tengo el honor de acusar recibo de su carta de fecha de hoy, cuyo texto es el siguiente:

"Con referencia al Acuerdo entre la Comunidad y Suiza, suscrito hoy, tengo el honor de recordarle que, a tenor de lo convenido, Grecia, Irlanda, España y Portugal se beneficiarán del siguiente régimen transitorio por lo que respecta a los grandes riesgos mencionados en el apartado 2.1 del Protocolo nº 2 del presente Acuerdo:

- a) Hasta el 31 de diciembre de 1992, estos Estados podrán someter todos los riesgos al régimen aplicable a los riesgos que no sean los definidos en el apartado 2.1 del Protocolo nº 2 del presente Acuerdo.
- b) Desde el 1 de enero de 1993 y hasta el 31 de diciembre de 1994, el régimen de grandes riesgos se aplicará a los riesgos definidos en las letras b) y c) del apartado 2.1 del Protocolo nº 2 del presente Acuerdo; para los riesgos definidos en la letra c) del mismo apartado, dichos Estados miembros fijarán los umbrales a aplicar;
- c) España
 - desde el 1 de enero de 1995 y hasta el 31 de diciembre de 1996 serán aplicables los umbrales de la primera etapa fijados en la letra c) del apartado 2.1 del Protocolo nº 2 del presente Acuerdo.
 - a partir del 1 de enero de 1997 serán aplicables los umbrales de la segunda etapa,
- d) Portugal, Irlanda y Grecia
 - desde el 1 de enero de 1995 y hasta el 31 de diciembre de 1998 los umbrales de la primera etapa fijados en la letra e) del apartado 2.1 del Protocolo nº 2 del presente Acuerdo serán de aplicación;
 - a partir del 1 de enero de 1999 los umbrales de la segunda etapa serán de aplicación.

La excepción acordada desde el 1 de enero de 1995 se aplicará solamente a los contratos que cubran los riesgos clasificados en los ramos 8, 9, 13 y 16 de la letra A del Anexo nº 1 localizados exclusivamente en uno de los cuatro Estados miembros de la Comunidad que se benefician de estas disposiciones."

Le confirmo cuanto antecede y le ruego acepte, Señor Jefe de Delegación, el testimonio de mi consideración más distinguida.

El Jefe de la Delegación Suiza

(Franz Blankart)

Señor Director General
Geoffrey Fitchew
Jefe de la Delegación de la
Comisión de las Comunidades Europeas

Bruselas

GP

Declaración común de las Partes contratantes relativa al período comprendido
entre la firma y la entrada en vigor del Acuerdo

Durante el período que transcurra entre la firma del presente Acuerdo y su entrada en vigor, previsto en el apartado 44.3, cada Parte contratante se declara dispuesta a no introducir, en materia de vigilancia, nuevas disposiciones que puedan ser derogadas en virtud del presente Acuerdo, en lo que se refiere a las agencias y sucursales de empresas cuyo domicilio social se encuentre en el territorio de la otra Parte contratante y que deseen establecerse o que se hayan establecido en su territorio para acceder a la actividad no asalariada del seguro directo distinto del seguro de vida o para ejercer dicha actividad.

Además, las Partes contratantes se comprometen a iniciar, lo antes posible, el procedimiento para modificar su derecho interno en virtud del presente Acuerdo.

160

ACTA FINAL

Los representantes

DE LA CONFEDERACIÓN SUIZA

Y DE LA COMUNIDAD ECONÓMICA EUROPEA,

reunidos en, el,

para la firma del Acuerdo entre la Confederación Suiza y la Comunidad Económica Europea sobre el seguro directo distinto del seguro de vida,

en el momento de firmar dicho Acuerdo,

- han tomado nota de los intercambios de cartas anexas al mencionado Acuerdo:

Intercambio de cartas nº 1: Principio de no discriminación

Intercambio de cartas nº 2: Campo de aplicación del Acuerdo

Intercambio de cartas nº 3: Apoderado general

Intercambio de cartas nº 4: Adscripción al fondo de garantía suizo de los inmuebles que sean propiedad directa de las empresas de seguros

Intercambio de cartas nº 5: Principios de inversión

Intercambio de cartas nº 6: Catálogo suizo de los ramos de seguro

Intercambio de cartas nº 7: Capital social de las empresas de seguros

Intercambio de cartas nº 8: Régimen transitorio para la asistencia

Intercambio de cartas nº 9: Régimen transitorio para los grandes riesgos mencionados en el apartado apartado 2.1 del Protocolo nº 2

- han adoptado la Declaración siguiente anexa a dicho Acuerdo:

Declaración común de las Partes contratantes relativa al período comprendido entre la firma y la entrada en vigor del Acuerdo

Udfaerdiget i , den.....
Geschehen zu , am.....
Done at , on this... day of.....in the year.....
Έγινε την
Hecho en , el.....
Fait à , le.....
Fatto a , il.....
Gedaan te , de.....
Feito em , em.....

Für die Schweizerische Eidgenossenschaft
Pour la Confédération suisse
Per la Confederazione svizzera

.....

Pa Radet for De europæiske Fællesskabers vegne
Im Namen des Rates der Europäischen Gemeinschaften
In the Name of the Council of the European Communities
Πια το Συμβούλιο των Ευρωπαϊκών Κοινοτήτων
En nombre del Consejo de las Comunidades Europeas
Au nom du Conseil des Communautés européennes
A nome del Consiglio delle Comunità Europee
Namens de Raad van de Europese Gemeenschappen
Em nome do Conselho das Comunidades Europeias

.....

Propuesta de
DIRECTIVA DEL CONSEJO
relativa a la aplicación del Acuerdo entre la Confederación Suiza
y la Comunidad Económica Europea relativo
al seguro directo distinto del seguro de vida

EL CONSEJO DE LAS COMUNIDADES EUROPEAS,

Visto el Tratado constitutivo de la Comunidad Económica Europea y, en particular, el apartado 2 de su artículo 57,

Vista la propuesta de la Comisión,⁽¹⁾

En cooperación con el Parlamento Europeo,⁽²⁾

Visto el dictamen del Comité Económico y Social,⁽³⁾

Considerando que el día ... de de se firmó un Acuerdo entre la Confederación Suiza y la Comunidad Económica Europea relativo al seguro directo distinto del seguro de vida;

Considerando que este Acuerdo tiene por objeto en particular establecer, en cuanto se refiere a las empresas de seguro que tengan su domicilio social en la Confederación Suiza, un régimen jurídico diferente del aplicable en virtud del Título III de la Directiva 73/239/CEE del Consejo, de 24 de julio de 1973, sobre coordinación de las disposiciones legales, reglamentarias y administrativas relativas al acceso a la actividad del seguro directo distinto del seguro de vida, y a su ejercicio⁽⁴⁾, para las agencias y sucursales establecidas en el interior de la Comunidad y que dependan de empresas cuyo domicilio social se halle fuera de la Comunidad;

(1) DO n^o

(2) DO n^o

(3) DO n^o

(4) DO n^o L 228 de 16.8.1973, p.3.

Considerando que las normas coordinadas que se refieren al ejercicio de actividades en el mercado comunitario de las empresas suizas que se benefician de las disposiciones del Acuerdo de deben tomar efecto en la misma fecha en el conjunto de los Estados miembros de la Comunidad y que este Acuerdo sólo entrará en vigor el primer día del año civil siguiente a la fecha de intercambio de los instrumentos de aprobación,

HA ADOPTADO LA SIGUIENTE DIRECTIVA:

Artículo 1

Los Estados miembros modificarán sus disposiciones nacionales de conformidad con el Acuerdo de entre la Confederación Suiza y la Comunidad Económica Europea en el plazo de 24 meses a contar desde la notificación de la presente Directiva, e informarán de ello inmediatamente a la Comisión.

Artículo 2

Los Estados miembros precisarán en sus disposiciones nacionales que las modificaciones introducidas en ellas por aplicación del Acuerdo, sólo entrarán en vigor en la fecha de entrada en vigor de éste.

Artículo 3

Los destinatarios de la presente Directiva serán los Estados miembros.

Hecho en, el

Por el Consejo
El Presidente

Propuesta de

REGLAMENTO (CEE) DEL CONSEJO

por el que se establecen disposiciones particulares para
la aplicación de los artículos 36 y 37 bis del Acuerdo entre
la Comunidad Económica Europea y la
Confederación Suiza relativas al seguro directo distinto
del seguro de vida

EL CONSEJO DE LAS COMUNIDADES EUROPEAS,

Visto el Tratado constitutivo de la Comunidad Económica Europea y, en particular, sus artículos 57 y 235,

Vista la propuesta de la Comisión,

En cooperación con el Parlamento Europeo,

Visto el dictamen del Comité Económico y Social,

Considerando que el < > se firmó un Acuerdo entre la Comunidad Económica Europea y la Confederación suiza relativo al seguro directo distinto del seguro de vida,

Considerando que el Acuerdo crea un Comité mixto encargado de la gestión del Acuerdo, de su buena ejecución y de tomar decisiones en los casos previstos en el mismo; que al mismo tiempo conviene designar a los representantes de la Comunidad en dicho Comité mixto y de adoptar las disposiciones particulares para definir la posición de la Comunidad en este Comité;

HA ADOPTADO EL PRESENTE REGLAMENTO:

Artículo 1

La Comunidad estará representada por la Comisión, asistida por representantes de los Estados miembros, en el Comité mixto previsto en el artículo 36 del Acuerdo.

Artículo 2

La posición de la Comunidad en dicho Comité Mixto será adoptada por el Consejo, por mayoría cualificada y a propuesta de la Comisión.

Para la adopción de las decisiones del Comité mixto, en virtud de los artículos 36 y 37 bis del Acuerdo, la Comisión someterá propuestas al Consejo, el cual se pronunciará por mayoría cualificada.

Artículo 3

El presente Reglamento entrará en vigor al día siguiente de su publicación en el Diario Oficial de las Comunidades Europeas.

El presente Reglamento será obligatorio en todos sus elementos y directamente aplicable en cada Estado miembro.

FICHE FINANCIERE

L'Accord entre la Confédération suisse et la Communauté Economique Européenne concernant l'assurance directe autre que l'assurance sur la vie n'entraînera aucun coût pour le budget communautaire.

INCIDENCE SUR LES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES ET SUR L'EMPLOI

L'Accord ne devrait avoir aucune incidence spécifique sur les PME et il est peu probable qu'il ait un effet sur l'emploi.

L'Accord permettra aux entreprises d'assurances ayant leur siège social dans une des parties contractantes à établir des agences ou succursales dans l'autre sur une base harmonisée et non-discrétionnaire.

Les agences ou succursales seront ainsi dispensées de l'obligation de constituer, on pourront rapatrier, le capital qui doit actuellement être maintenu dans la partie contractante où l'agence ou la succursale est établie.

Vu le fait que l'industrie des assurances de chaque partie contractante est déjà présente sur le marché de l'autre il n'est pas prévu que l'Accord aura un impact économique majeur en termes de concurrence accrue.

ISSN 0257-9545

COM(89) 436 final

DOCUMENTOS

ES

11 18

Nº de catálogo : CB-CO-89-589-ES-C

ISBN 92-77-55812-1

Oficina de Publicaciones Oficiales de las Comunidades Europeas
L-2985 Luxemburgo